

GLOBE



DOSSIER

The Future of Development

MAISON DE LA PAIX

Inauguration officielle

THE
**GRADUATE
INSTITUTE
GENEVA**

INSTITUT DE HAUTES
ÉTUDES INTERNATIONALES
ET DU DÉVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE
OF INTERNATIONAL AND
DEVELOPMENT STUDIES

- 02 ÉDITORIAL**
L’Institut et le développement
The Institute and Development – *Philippe Burrin*
- L’INVITÉ**
03 Propos d’étape – *Jacques Forster*
- 04** Les « Distinguished Fellows » de l’Institut
- LA MAISON DE LA PAIX**
- 06** Inauguration officielle en présence du président de la Confédération
- 08** Entretien avec l’ambassadeur Theodor H. Winkler
- DOSSIER: The Future of Development**
- 12** International Cooperation in a Changing Development Landscape
– *Gilles Carbonnier*
- 14** Le développement en question : une idéologie, un ensemble de pratiques, un objet d’étude – *Jean-Pierre Jacob et Alessandro Monsutti*
- 16** The Millennium Development Goals as Global Governance – *Thomas Biersteker*
- 18** Environment, Sustainable Development Goals and Public-Private Partnerships
– *Liliana B. Andonova*
- 20** Human Rights and Development: Less Rhetoric and More Practice?
– *Christophe Golay*
- 22** Conflict and Development in Fragile States: What Role for Business?
– *Achim Wennmann*
- 24** Development Finance Research at the Graduate Institute – *Ugo Panizza*
- 26** Why Study Development?
- 28** La « Revue internationale de politique de développement »
– *Gilles Carbonnier et Marie Thorndahl*
- 29** L’« Executive Master en politiques et pratiques du développement »
- 30** L’enseignement en ligne « genre et développement » – *Christine Verschuur*
- 31** Politiques d’éducation et développement – *Michel Carton*
- IN MEMORIAM**
- 32** Gilbert Etienne – Serge Chappatte
- L’ENSEIGNEMENT**
- 33** The ARS Programme: Adding Value for Students and Organisations
- 34** Teaching at the Graduate Institute: Reflections on a Vocation – *David Sylvan*
- 36** New Faculty Members
- LA RECHERCHE**
- 37** L’expertise éthique, un outil de gouvernance technocratique ?
– *Annabelle Littoz-Monnet*
- 38** Competing Narratives of Modernity and Muslim Middle Classes in India
– *Shalini Randeria and Stefanie Strulik*
- ALUMNI**
- 39** Portraits – *Marcelo Zabalaga Estrada et Stephanie Kleine-Ahlbrandt*
- 41 PUBLICATIONS**

L'Institut et le développement

The Institute and Development

Philippe Burrin
Directeur



En adoptant son nom actuel en 2007, l'Institut a souligné le choix qu'il faisait de combiner l'étude des relations internationales et des questions de développement et son ambition d'occuper une place originale dans le paysage universitaire mondial. Cette décision, prise après mûre délibération, a suscité des interrogations, dont l'une portait précisément sur le risque de marginalisation des études du développement.

La réponse est claire aujourd'hui. Du côté des étudiants, la demande ne cesse de grandir. Le master en études du développement, le master et le doctorat en anthropologie et sociologie du développement et le doctorat en économie du développement concentrent actuellement le tiers de nos effectifs. Du côté de l'offre, le recrutement de professeurs a satisfait notre objectif d'accroître dans l'ensemble de nos activités l'expertise sur les problématiques du développement et sur les pays du Sud. Cette expertise est désormais visible dans tous les programmes d'enseignement comme dans l'activité des centres de recherche.

En consacrant ce dossier de *Globe* au développement, nous montrons la vigueur de notre engagement dans ce champ, que ce soit par l'enseignement, la recherche, l'expertise ou la formation continue. Cet engagement, fortement soutenu par la Direction du développement et de la coopération du Département fédéral des affaires étrangères, à laquelle nous exprimons toute notre reconnaissance, est fondé sur la conviction de préparer l'avenir. Non seulement parce que les problèmes traditionnellement associés au développement, comme la pauvreté et les inégalités, restent d'une actualité criante, mais encore parce que la notion même de développement a pris un sens global qui la rend inséparable de la recherche de réponses à des défis qui affectent l'ensemble de la planète – le changement climatique, les migrations, la santé... En intégrant la préoccupation du long terme au cœur de l'action des Etats et des sociétés, elle place chacun devant sa responsabilité vis-à-vis des générations futures.

When it adopted its current name in 2007, the Institute underlined the choice it was making to combine studies in international relations and development issues and its ambition to occupy a unique position in the global academic landscape. This decision, made after careful deliberation, raised questions, one of which specifically addressed the risk of marginalising development studies.

The answer is clear today. Student demand has grown continuously and, as a consequence, one-third of enrolment is focused on the Master in Development Studies, the Master and PhD in Anthropology and Sociology of Development, and the PhD in Development Economics programmes. From the point of view of our academic offer, professor recruitment has met our goal of increasing expertise on development issues and on the South throughout all of our activities. This expertise is now visible in all study programmes as well as in the work of the research centres.

By devoting a *Globe* dossier to development, we show the strength of our commitment to the issue, whether it be through teaching, research, expertise or executive education. This commitment, strongly supported by the Swiss Agency for Development and Cooperation of the Federal Department of Foreign Affairs to whom we express our gratitude, is based on our belief that we need to focus on the future. Not only because the problems traditionally associated with development, such as poverty and inequality, remain an urgent issue, but also because the very notion of development is now being interpreted in a global sense, making it inseparable from the search for answers to the challenges that affect the entire planet – climate change, migration, health... Integrating the long term into the heart of States' and societies' actions holds everyone accountable to future generations.



L'INVITÉ

Propos d'étape

Jacques Forster

Président du Conseil de fondation

Isabelle Werenfels,
vice-présidente
du Conseil de
fondation, et
Jacques Forster.

J'ai eu le privilège de siéger au Conseil de fondation de l'IHEID depuis sa création en 2007. Que retenir de cette passionnante expérience en arrivant, sept ans plus tard, au terme de mon mandat de président de ce conseil ? Je la synthétiserai en relevant trois traits marquants et prometteurs de l'Institut.

La singularité et la pertinence de son projet académique

En 2007, le projet de création de l'IHEID me séduisit d'emblée en raison notamment de son potentiel pour rassembler les champs d'études des relations internationales et du développement en combinant des approches disciplinaires et interdisciplinaires. Aujourd'hui, ces dimensions importantes de l'analyse des thématiques globales contemporaines sont une marque distinctive des programmes d'études et des centres de recherche de l'Institut. La proximité avec les acteurs nombreux et divers de la Genève internationale s'ajoute aux éléments constitutifs de la singularité et de l'attrait de l'Institut.

Son impact pour la Suisse et la Genève internationale

A travers ses enseignants et chercheurs, l'Institut offre aux acteurs internationaux, et à la Suisse, une expertise à la pointe de la réflexion dans des domaines essentiels de la gouvernance internationale. Sa production scientifique, le réseau mondial de ses anciens étudiants, ses partenariats avec une trentaine d'institutions académiques de tous les continents contribuent au rayonnement de Genève et de la Suisse. La fonction traditionnelle de forum pour tous les acteurs internationaux reconnue à l'Institut est désormais renforcée par l'espace de réflexion et de dialogue qu'offre la Maison de la paix.

Sa gouvernance efficace

En approuvant les statuts de la fondation qui gère l'Institut, le Conseil fédéral et le Conseil d'Etat du canton de Genève ont doté l'Institut d'une gouvernance innovante, composée d'un conseil de fondation jouissant d'une grande autonomie et d'une direction forte. Cette formule a permis de définir rapidement les orientations stratégiques de l'Institut et d'en assurer la mise en œuvre rigoureuse et agile. Ces éléments ont permis à la nouvelle institution d'établir une relation de confiance avec les autorités publiques et ses partenaires privés et d'accomplir ainsi, grâce à leur soutien, des projets d'envergure pour assurer son développement, que ce soit dans le domaine académique (nouvelles chaires et bourses financées par des mécènes) ou immobilier (réalisation de la Maison de la paix et de la Maison des étudiants Edgar et Danièle de Picciotto). Ces projets doivent aussi contribuer à la diversification de sources de financement pérennes de l'Institut.

L'Institut doit cette gouvernance efficace aux compétences des membres de son conseil de fondation et de sa direction. Je tiens à les remercier très chaleureusement de leur engagement, en me plaissant à relever tout particulièrement mon étroit et fructueux partenariat avec Isabelle Werenfels et Philippe Burrin au cours des quatre dernières années.

J'en suis convaincu, c'est sur la base de ces acquis que l'Institut pourra à l'avenir se renforcer dans ses domaines d'excellence, accentuant son attractivité et son impact. Il gagnera ainsi dans le paysage national des hautes écoles une visibilité accrue, à la mesure de sa contribution à la place scientifique suisse. C'est fort de cette conviction que je souhaite à Rolf Soiron et Beth Krasna, qui assumeront dès novembre la présidence du conseil, beaucoup de satisfaction et de succès dans l'exercice de leur mandat.

Les « Distinguished Fellows » de l’Institut

L’Institut est honoré et heureux que d’éminentes personnalités qui ont joué et jouent encore un rôle important dans la vie internationale aient accepté le titre de *Distinguished Fellows*.

En cette qualité, elles participeront à la vie intellectuelle de l’Institut, l’aideront de leurs conseils et de leur réseau et contribueront à son rayonnement.

Le cercle des *Distinguished Fellows* est placé sous le patronage de Kofi Annan, ancien secrétaire général des Nations Unies et *alumnus* de l’Institut.

RUTH DREIFUSS

Ruth Dreifuss a été membre du gouvernement suisse de 1993 à 2002, période pendant laquelle elle a dirigé le Département fédéral de l’intérieur. En 1999, elle est la première femme à assumer la présidence de la Confédération suisse.

Après des études d’économie à l’Université de Genève, Ruth Dreifuss a été successivement assistante d’enseignement, journaliste, adjointe scientifique dans le domaine de la coopération au développement et de l’aide humanitaire au Département fédéral des affaires étrangères, puis secrétaire de l’Union syndicale suisse (1981-1993). A ce titre, elle a été responsable des domaines de la sécurité sociale, du droit du travail, de l’égalité des droits entre les hommes et les femmes et de la représentation des travailleurs auprès de l’Organisation internationale du travail (OIT). Elle a été élue au Conseil fédéral en 1993 et réélue deux fois. En tant que responsable de l’enseignement supérieur, elle a notamment renforcé la coopération entre le gouvernement fédéral et les cantons et réformé la gouvernance des écoles polytechniques fédérales.

Après son départ du gouvernement, Ruth Dreifuss a contribué à la réforme de l’Université de Genève et au rapport *Santé publique, innovation et droits de la propriété intellectuelle* de l’Organisation mondiale de la santé. Elle est aujourd’hui active dans plusieurs organisations internationales et non gouvernementales, notamment la Commission mondiale pour la politique des drogues et la Commission internationale contre la peine de mort. Elle a aussi été chancelière de l’Université pour la paix au Costa Rica, créée par une résolution de l’Assemblée générale des Nations Unies.



FRANCIS GURRY

Francis Gurry est un avocat australien qui occupe la fonction de directeur général de l’Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) depuis le 1^{er} octobre 2008.

Il est titulaire de diplômes de droit obtenus à l’Université de Melbourne, d’un doctorat de l’Université de Cambridge et de doctorats *honoris causa* d’un grand nombre d’universités, dont il est également professeur honoraire.

Francis Gurry est président du Comité de haut niveau des Nations Unies pour la gestion, qui relève du Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination (CCS), et il est responsable de la coordination dans les secteurs de l’administration et de la gestion pour le système des Nations Unies.

Il est l’auteur d’un certain nombre de publications, dont l’une est devenue un classique juridique au Royaume-Uni et est publiée par Oxford University Press sous le titre *Gurry on Breach of Confidence*.



RITA E. HAUSER



Rita E. Hauser préside la Fondation Hauser. Avocate internationale, elle a été pendant plus de vingt ans l’associée de l’étude Stroock & Stroock & Lavan à New York. Elle a également siégé au US President’s Foreign Intelligence Advisory Board de 2001 à 2004 et de 2009 à 2013.

Connue pour son engagement dans le domaine public et la philanthropie, Rita Hauser s’est particulièrement intéressée à la résolution des conflits internationaux et aux questions de sécurité et de droits humains. Elle préside l’International Peace Institute, une organisation de recherche au service de la communauté des Nations Unies, et a été présidente du Conseil consultatif de l’International Crisis Group. Elle a siégé au conseil de nombreuses organisations, dont l’International Institute for Strategic Studies à Londres et la RAND Corporation.

En 1997, Rita Hauser a fondé avec son mari, à la Harvard Kennedy School, le Hauser Center for Nonprofit Organizations, dont elle préside le Conseil consultatif. Les Hauser ont été également les principaux bienfaiteurs du Hauser Global Law School Program de l’Université de New York. Mme Hauser a été élue au conseil d’administration de la faculté de droit de cette même université.

Rita Hauser a fait des études de droit à l’Université de Strasbourg, à l’Université Harvard et à l’Université de Paris. De 2009 à 2013, elle a présidé le conseil de Friends of the Graduate Institute, la fondation de soutien de l’Institut aux Etats-Unis.

JAKOB KELLENBERGER

Après des études doctorales, Jakob Kellenberger a entamé en 1974 une carrière diplomatique au Département fédéral des affaires étrangères. De 1975 à 1984, il a occupé plusieurs postes à Madrid, Bruxelles et Londres.

De retour en Suisse, il a pris la tête du Bureau de l’intégration, un service conjoint des Départements fédéraux des affaires étrangères et de l’économie, responsable des relations avec l’Union européenne et l’Association européenne de libre-échange. De 1992 à 1999, il a été secrétaire d’Etat aux Affaires étrangères.

En janvier 2000, il a été élu président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), fonction qu’il a occupée jusqu’à sa retraite en 2012. Sous sa présidence, le CICR a considérablement élargi l’ampleur de ses opérations et a su relever les graves défis découlant des guerres d’Afghanistan et d’Irak.

Jakob Kellenberger a étudié la littérature française et espagnole ainsi que la linguistique et a obtenu un diplôme de doctorat à l’Université de Zurich. Il a enseigné à l’Ecole polytechnique fédérale de Zurich et à l’Université de Salamanque et est actuellement professeur invité à l’Institut. Il a publié un certain nombre de livres et d’articles, en particulier sur le droit humanitaire.

Il a reçu de nombreuses distinctions et des doctorats *honoris causa*.

JENÖ STAEHELIN

Après avoir travaillé à Zurich comme juriste dans un tribunal et dans une grande étude d’avocats, Jenö Staehelin est entré en 1969 au Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse, où il a notamment été ambassadeur en charge des affaires européennes et nord-américaines de 1987 à 1993, ambassadeur au Japon de 1993 à 1997, puis ambassadeur auprès des Nations Unies à New York. Après l’adhésion de la Suisse à l’ONU en septembre 2002, il a été nommé représentant permanent de la Suisse auprès des Nations Unies à New York.

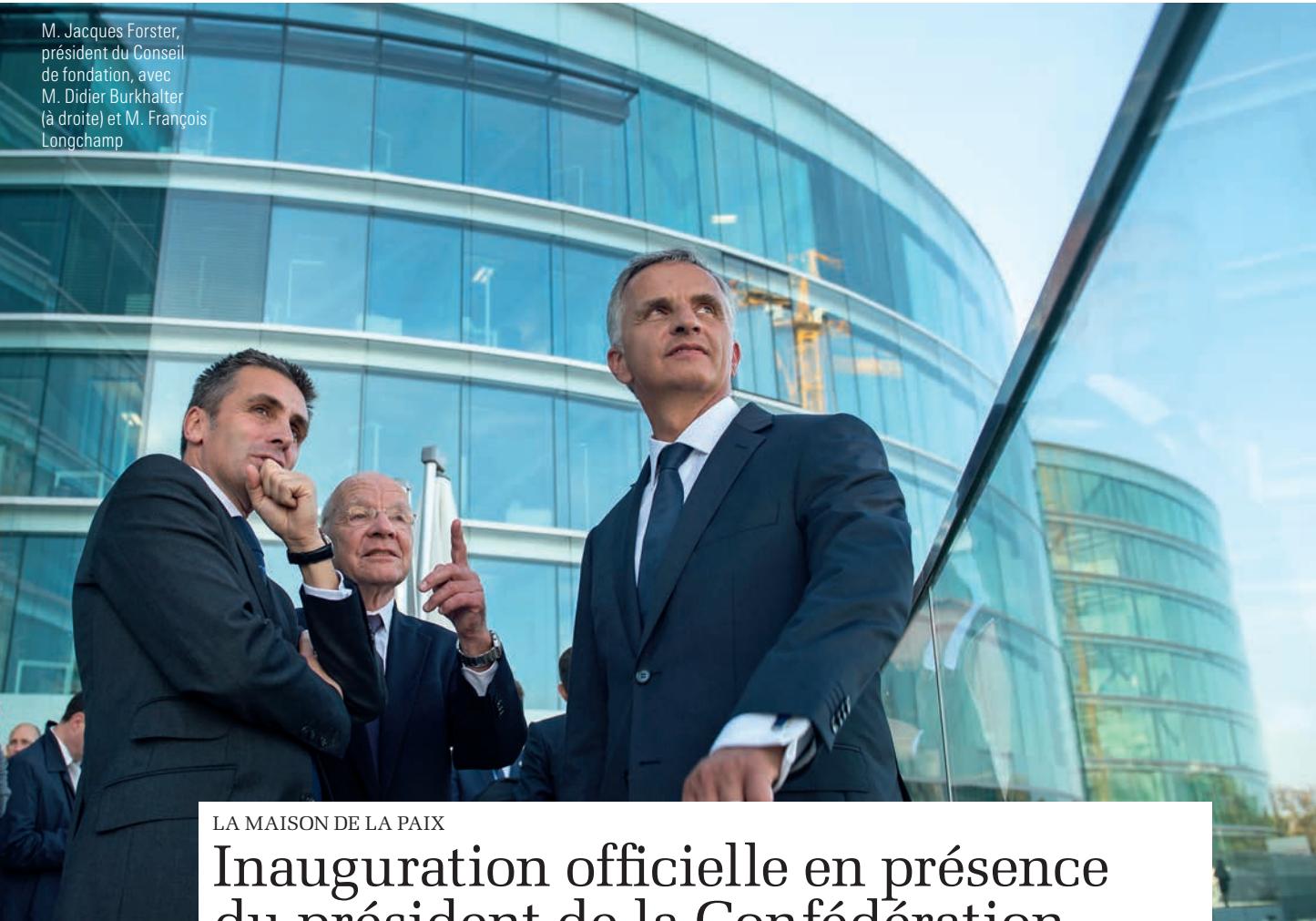
Jenö Staehelin a été membre du Conseil de fondation de HEI et du Centre pour le dialogue humanitaire à Genève. Il est membre du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et de la Fondation Kofi Annan.

Jenö Staehelin a obtenu un doctorat en droit à l’Université de Berne et un LLM à la faculté de droit de l’Université Harvard. Il a été membre du conseil consultatif du doyen de cette faculté et siège toujours à son Overseers’ Visiting Committee. C’est par son entremise que l’Institut a pu établir un accord de coopération en 2006 avec la faculté de droit de l’Université de Harvard, auquel l’Université de Genève a été associée.

En 2013, Jenö Staehelin a proposé et financé la création à l’Institut d’un concours international pour les étudiants intitulé *Advancing Development Goals*.



M. Jacques Forster,
président du Conseil
de fondation, avec
M. Didier Burkhalter
(à droite) et M. François
Longchamp



LA MAISON DE LA PAIX

Inauguration officielle en présence du président de la Confédération

Réalisée par l'Institut, la Maison de la paix a été inaugurée le 3 octobre dernier en présence de M. Didier Burkhalter, président de la Confédération, de M. François Longchamp, président du Conseil d'Etat de la République et canton de Genève, de M^{me} Sandrine Salerno, conseillère administrative de la Ville de Genève, et de plus de 500 invités.



D'une « architecture envoûtante, inspirée et quasi organique » selon les termes de Sandrine Salerno, « geste collectif nourri par la passion » pour François Longchamp, la Maison de la paix donne à l'Institut un cadre de qualité pour accomplir ses missions d'enseignement et de recherche. Grâce à la collaboration avec les Centres soutenus par la Confédération, elle servira, en outre, de lieu de rencontre, de réflexion et d'action dans le domaine de la promotion de la paix et de la sécurité, permettant ainsi de renforcer le rôle de Genève et de la Suisse dans ce domaine et d'apporter de nouvelles synergies à la recherche de solutions innovantes. Comme l'a souligné le président Burkhalter,

« ce regroupement de compétences pour la politique de paix et de sécurité, sans comparaison sur le plan international, est utile pour la Suisse et pour le monde ».

La Maison de la paix abrite, outre l'Institut et le Small Arms Survey (SAS), le Centre de politique de sécurité (GCSP), le Centre international de déminage humanitaire (GICHD), le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF), ainsi que d'autres organisations actives dans le domaine de la paix et du développement durable (Interpeace et le World Business Council for Sustainable Development).

→ maisondelapaix.ch



M^{me} Vi Tran,
présidente de
l'Association des
étudiants de l'Institut,
jette la première
pelletee de terre
devant le chêne
chevelu sur le chemin
Rigot, qui marque la
volonté commune
de la Confédération,
du Canton et de la
Ville de Genève de
promouvoir la paix
pour les générations
futures



Escalier situé entre les pétales 4 et 5 qui conduit à la passerelle de la Paix inaugurée le 22 septembre 2014 par la Ville de Genève



LA MAISON DE LA PAIX

Entretien avec l'ambassadeur Theodor H. Winkler

Directeur du Centre pour le contrôle démocratique
des forces armées (DCAF)



Vous avez été mêlé au projet initial de la Maison de la paix. Comment cette idée a-t-elle germé et comment a-t-elle été accueillie à l'époque ?

J'ai soumis la première version du projet au Conseil fédéral il y a maintenant dix-neuf ans. Le raisonnement était simple. Les problèmes de ce monde ne s'arrêtent pas

à nos frontières. Aider à les résoudre est à la fois un impératif humanitaire et un intérêt national pour un pays comme la Suisse, particulièrement apte à cette tâche du fait de sa neutralité. Les centres devaient être, chacun dans son domaine, des lieux d'excellence. Ensemble, mais aussi en collaboration avec d'autres partenaires tels que l'Institut de hautes études internationales et du développement, ils devaient donner des réponses pertinentes et subtiles

aux problèmes complexes de ce monde. En étant rassemblés sous un même toit, ils pourraient livrer des expertises complémentaires. Ils formeraient ainsi un «supermarché de la paix» où chacun trouverait les compétences

nécessaires pour construire la paix et la sécurité et assurer un développement durable.

Ce projet rencontra un écho très positif – ce sont d'autres facteurs qui l'ont retardé.

Que représente pour vous l'aboutissement de ce projet immobilier et quelles sont les nouveautés par rapport au projet initial ?

C'est pour moi une immense satisfaction de voir la Maison de la paix prendre forme. La principale différence avec le projet initial réside dans sa taille: le bâtiment actuel est bien plus grand et ainsi bien mieux adapté à sa vocation.

Que représente la Maison de la paix pour Genève ?

La Maison de la paix est un lieu de rencontre, de réflexion et d'action sur la paix, la sécurité et le développement. Avec l'Institut et ses formations académiques de la plus haute qualité, avec les centres et avec les plateformes de coopération qui vont voir le jour, elle pourra offrir une assistance pratique. La Maison de la paix bénéficiera de la riche expertise de la Genève internationale tout en y contribuant.



M. l'ambassadeur
Theodor H. Winkler.

Comment voyez-vous la cohabitation et la collaboration des centres avec l'Institut dans la Maison de la paix ?

L'Institut est une institution académique tandis que les centres sont orientés vers l'action. Les deux «ailes» de cette maison ont beaucoup à offrir l'une à l'autre, l'Institut par sa vaste expertise et les centres, par leur expertise spécialisée très précieuse. Je les vois ensemble identifier, développer et mener des projets d'un intérêt commun.

En ce qui concerne le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF), il est, avec 62 Etats membres et une équipe de 150 personnes, le plus récent et le plus grand des trois centres de Genève. Sa mission est d'aider les pays en transition ou qui sortent d'un conflit à établir une sécurité efficace, transparente et responsable placée sous contrôle démocratique et parlementaire. Le DCAF traite de questions comme celles-ci: que faire de l'appareil sécuritaire laissé par un Miloševic ou un Ben Ali? Comment assurer la sécurité de tous les citoyens après un conflit? Comment prévenir la résurgence d'un conflit? En effet, la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité (GSS et RSS) sont essentielles à la prévention et à la transformation des conflits et à la reconstruction après un conflit. Le DCAF est devenu la principale référence au niveau mondial dans ce domaine.

Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF)

Le DCAF travaille sur trois niveaux: au niveau stratégique, il aide la communauté internationale, notamment les Nations Unies, à définir et à mettre en place ses stratégies GSS/RSS et à les harmoniser; au niveau analytique, il documente les bonnes pratiques; au niveau opérationnel, il mène chaque année plus de 400 projets sur le terrain. Il traite aussi, et toujours plus, des questions de GSS/RSS posées par la globalisation – de la régulation des entreprises militaires et de sécurité privées à la cybersécurité.

Le Centre de politique de sécurité (GCSP)

Le GCSP est une fondation internationale dont le but est de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité par la formation de cadres dirigeants, la recherche appliquée et le dialogue. Il compte 45 Etats membres et emploie plus d'une soixantaine de personnes. Son directeur est l'ambassadeur Christian Dussey.

Le Centre international de déminage humanitaire (GICHD)

Le GICHD œuvre à l'élimination des mines et restes explosifs de guerre, en renforçant les capacités des pays affectés. Il est financé par 20 pays et organisations et compte 50 collaborateurs. Au début de l'année, il a accueilli son nouveau directeur, l'ambassadeur Stefano Toscano, qui a commencé son mandat dans la Maison de la paix.

DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO:
Zubeda sits in front of the small kiosk where she sells
flip-flap shoes and few food stuff on a roadside in
Goma, north Kivu. AFP/STRINGER



DOSSIER

THE FUTURE OF DEVELOPMENT



INTERNATIONAL COOPERATION IN A CHANGING DEVELOPMENT LANDSCAPE

Gilles Carbonnier

Professor of Development Economics

and Editor-in-Chief of *International Development Policy*

These are fascinating times for researchers, students and policy-makers who are passionate about development. The analytical relevance of traditional dichotomies between developing and developed countries, or between North and South, is waning. The rise of South-South cooperation challenges long-established international development cooperation modalities and aid effectiveness orthodoxy. Foreign aid, as recorded since 1969 under official development assistance (ODA), is ever less relevant to gauge rich nations' contributions to development and to study aid drivers and impact. Besides, non-ODA flows today account for more than 80% of external financial flows to developing countries, notably comprising remittances and foreign direct investment (FDI).

Over three quarters of the world's poor now live in middle-income countries (MICs) in which foreign aid typically represents less than 3% of GDP; far behind domestic tax and non-tax revenues and non-ODA flows. In a middle-income country like Vietnam, however, ODA remains significant in that it covers about 16% of the country's social expenditures. Other MICs such as China are (re)emerging as significant aid donors at a time when several European countries are drastically cutting their aid budgets. Last July in Fortaleza, Brazil, Russia, India, China and South Africa signed an agreement to establish the "New Development Bank", partly

as a response to enduring western hegemony in the Washington-based international financial institutions.

As UN members take stock of the Millennium Development Goals (MDGs), they engage in a critical negotiation phase to set the post-2015

in industrialised and developing countries seriously engage in the process and implementation?

The fight against poverty remains the first objective among the 17 SDGs listed in the *Outcome Document*. Hence, the changing geography of poverty matters

"Poverty and inequality, like many other development issues, cut across the North-South divide."

agenda. The objective is to agree on a range of sustainable development goals (SDGs) to be achieved by 2030. So far, the post-2015 process has been remarkably participatory. Yet, the purpose of the whole exercise remains unclear, even after considering the *Outcome Document* tabled in July 2014 by the UN Open Working Group on SDGs. Is it just meant to express a shared vision and long-term aspirations, or will it provide a roadmap with specific milestones and clear roles and responsibilities? Will the post-2015 agenda eventually remain confined to the aid industry, or will key actors beyond aid agencies and multilateral organisations

a great deal. Reducing poverty in MICs does not require massive aid transfers. Rather, it requires inclusive development strategies that address rising inequality through the mobilisation of domestic resources and progressive redistribution policies. The eradication of extreme poverty in MICs thus increasingly depends on domestic policies and institutions, raising specific challenges for donor countries as they seek to support such political processes in emerging economies.

Poverty and inequality, like many other development issues, cut across the North-South divide. When considering poverty lines set by individual



countries at the national level instead of the international poverty line of USD 1.25 or USD 2 a day, more than 11% of the poor appear to live in high-income countries. Poverty alleviation thus cannot be regarded as a development goal just for the South. Likewise the forthcoming SDG addressing malnutrition shall obviously keep emphasising the fight against undernutrition. However, growing public health risks associated with obesity in both high and middle-income countries should be part of the post-2015 agenda as well.

More generally, the preservation of global public goods calls for collective action based on the principle of common but differentiated responsibilities. How to translate this principle into specific targets and funding commitments remains highly contested.

Much of the post-2015 negotiations revolve around burden sharing and

financial contributions. Innovative sources of development finance, such as a global tax on carbon emissions or on financial transactions, have been hotly debated. Since the adoption of the Monterrey Consensus in 2002, it is widely acknowledged that development finance goes well beyond ODA including domestic resource mobilisation, FDI, trade and greater policy coherence for development.

In the post-2015 context, it is high time to redefine ODA itself. For decades, this aggregate has served as the benchmark for ranking donor generosity and for research on foreign aid.

As a matter of principle, measuring contributions to international development should be envisaged from the recipients' rather than the donors' perspective. A revised ODA should reflect actual budgetary resource transfers towards sustain-

able development. Specific expenses that are currently registered as ODA but do not translate into resource flows to developing countries – such as expenses to host asylum seekers or administrative costs at headquarters – would not count as ODA but become part of a new measure of total official development expenditure. A broader measure of national public and private effort should further encompass market mechanisms that have significant leverage effects, such as guarantee funds and advanced market commitments, together with private equity and FDI, remittances and non-concessional loans.

In this *Globe* issue, the contributions that follow highlight a few facets of the research dynamism and students' enthusiasm for development across programmes and disciplines at the Graduate Institute.

CHINA, Beijing: A young boy hangs on to a water tap, which doesn't work, in a rubble-strewn village being knocked down to make way for more commercial and residential highrises in Beijing. AFP/Stephen SHAVER



THE FUTURE OF DEVELOPMENT

LE DÉVELOPPEMENT EN QUESTION

Une idéologie, un ensemble de pratiques, un objet d'étude

Jean-Pierre Jacob

Professeur d'anthropologie et sociologie du développement
et Alessandro Monsutti

Professeur adjoint d'anthropologie et sociologie du développement

GUATEMALA,
Patzicia,
Chimaltenango:
des paysannes
dans un champ.
AFP/PHANIE/
VOISIN

L'aide au développement est un ensemble de pratiques caractérisées par un mélange d'ambitions extrêmes – œuvrer à l'intégration des espaces marginaux à la sphère socio-politique et économique dominante – et de moyens insuffisants pour répondre à ces ambitions – concevoir des projets, les réaliser puis mesurer leur efficacité avec des financements limités et sur une période de trois ou quatre ans. L'intervention est justifiée par le constat d'une différence (sociale, politique, économique) entre les pays du Nord et les pays du Sud. Mais cette différence n'est pas considérée comme substantielle : il suffirait qu'on leur apporte les moyens nécessaires pour que les Etats du Sud mettent sur pied des institutions aussi efficaces et performantes qu'au Nord. Ces pratiques s'appuient sur des représentations, des valeurs, des idéaux, et sont promues par une nébuleuse d'institutions internationales, nationales et non gouvernementales dont les activités traversent les frontières entre Etats.

Champ de représentations et de pratiques, le développement est aussi un champ d'étude avec un corpus de concepts et de questionnements qui transcende les barrières habituelles entre disciplines académiques. Les débats autour du développement se sont longtemps distingués par une polarisation entre les praticiens, d'une part, qui privilégient l'action et préconisent une approche concrète parfois inspirée par la volonté de comprendre les dynamiques locales, et les tenants d'une analyse critique, d'autre part,

qui perçoivent le développement comme l'expression d'un ensemble plus vaste de relations de pouvoir en partie héritées du colonialisme. Pour les uns, seuls les praticiens comprennent suffisamment les enjeux car ils en ont une connaissance directe. Pour les autres, les experts qui promeuvent le développement ne sont pas dans une position structurelle leur permettant de prendre leurs propres activités comme objet de réflexion. Grand récit dont les racines plongent dans la philosophie occidentale, le développement représente-t-il l'espoir d'emancipation des laissés-pour-compte ou une « croyance occidentale » – selon l'expression de Gilbert Rist – qui traduit en dernière instance la marchandisation croissante des relations sociales ?

Nombreux sont les économistes, les agronomes, les politologues, les anthropologues ou les sociologues qui participent au développement, comme activistes, comme consultants, comme experts, comme observateurs. Certains font carrière dans les institutions de développement, d'autres collaborent avec elles de façon plus ponctuelle tout en intégrant la filière professionnelle universitaire. La distinction entre recherche académique et recherche appliquée en découle. Les sciences sociales sont produites par des chercheurs situés dans des contextes institutionnels de plus en plus variés. La question dorénavant n'est plus seulement comment l'anthropologie, par exemple, peut informer la mise en œuvre de projets de développement ou au contraire en dénouer les présupposés, mais bien aussi de comprendre comment l'insertion des chercheurs dans les réseaux institutionnels de développement contribue à transformer l'anthropologie. Il est nécessaire de dépasser les anciennes dichotomies et de s'engager dans une réflexion épistémologique et méthodologique renouvelée. Il s'agirait dès lors, comme Jean-Pierre Olivier de Sardan puis plus récemment David Mosse l'appellent de leurs vœux, de proposer, sans abandonner un positionnement réflexif, une approche ethnographique du développement comme une catégorie pratique, de mener des recherches sur les organisations de développement, sur les savoirs pratiques concrets qui sont mobilisés, sur le type d'expertise qui est produit et reproduit. Quels obstacles, par exemple, l'aide rencontre-t-elle sur le terrain ? Comment les objectifs d'intégration qui en constituent l'ambition sont-ils renégociés et revus à la baisse ? Comment les pratiques réelles de développement se construisent-elles non pas autour des problèmes mais d'abord et avant tout autour des « problèmes traitables » ou des « causes évitables », sans pouvoir toujours affronter les composantes plus structurelles du changement ?

Après Mark Duffield, il s'agit également de comprendre dans quelles circonstances les questions de développement et de sécurité en sont progressivement venues à se confondre après la fin de la Guerre froide. Par delà la volonté affirmée

« L'aide au développement mais aussi l'aide humanitaire doivent être conçues comme des éléments constitutifs de la manière dont le monde contemporain est gouverné. »

d'améliorer les conditions de vie des personnes vulnérables, l'aide au développement mais aussi l'aide humanitaire doivent être conçues comme des éléments constitutifs de la manière dont le monde contemporain est gouverné. Une bureaucratie transnationale composée d'une multitude d'acteurs institutionnels en réseaux étend son action ; elle conteste parfois, complète souvent les formes plus familières du pouvoir étatique. En dernier ressort, il s'agit de documenter les nouvelles configurations de souveraineté entre Etats et entités non étatiques, l'implication croissante des milieux d'affaires dans les questions de développement, et l'émergence de nouveaux donateurs tels que la Chine, l'Inde mais aussi le Brésil.

THE MILLENNIUM DEVELOPMENT GOALS AS GLOBAL GOVERNANCE

Thomas Biersteker

Professor of International Relations/Political Science,
Curt Gasteyer Chair in International Security and Conflict Studies,
and Director of the Programme for the Study of International Governance

The eight Millennium Development Goals (MDGs) established after the United Nations (UN) Millennium Summit in 2000 have defined priorities for UN work on international development for the past decade, shaping both UN and global development policy and practice. While the achievement of the MDGs to date has been uneven within

Ban Ki-moon launched formal and informal discussions about the renewal of the MDGs beyond 2015 more than three years ago.

The establishment of global goals makes intuitive sense, but who decides the goals? What is the process for determining which goals receive priority attention? These are critical questions, because the establishment of goals frames policy practice, simultaneously creating both institutional winners and losers. In the final analysis, the determination of goals is fundamentally a question of global governance.

Global governance is an inter-subjectively recognised, purposive order at the global level that defines, constrains and shapes actor expectations in an issue domain. It is a system of authoritative rule or rules (with varying degrees of institutionalisation) that functions and operates at the global level. In order for a system of authoritative rules to operate at a global level, they need not be universally practiced or universally recognised as legitimate. They need only be widely shared and practiced on a global scale (on multiple continents) by relevant and important actors.

Not all systems of governance are necessarily "good" or normatively desirable. A great deal of the discussion of global governance implicitly assumes that the governance of the world is normatively a good thing, but this is not necessarily the case. An issue domain can be governed poorly, but it is still governed nonetheless.

For this reason, it is important to articulate criteria for the evaluation of the normative quality of governance at the global level. Exploring normative aspects of governance is also a way of bringing politics back into the discussion of governance. Too much of the literature on global governance remains at a managerial, technical, and descriptive level, and does not explore the politics of global governance or question who might benefit from different global governance arrangements and why.

Global governance can and should be evaluated according to a number of different normatively derived, defended and distinguishable criteria, including: inclusiveness, representativeness, adaptability, effectiveness and efficiency, accountability, legitimacy and fairness, among others.

How does the process of extending the MDGs beyond 2015 stand up to these criteria for the evaluation of global governance quality? Following widespread criticism of the way the initial eight MDGs were determined, the UN has engaged in an unprecedented process of global engagement with different stakeholders. In addition to consultations with states at the national and regional levels, it has also employed a wide variety of means – from social media, crowdsourcing, formal consultations, and surveys of international public opinion reaching over a million people – to engage elements of global civil society in its eleven different thematic consultation processes. There has been extensive outreach to business,



"It is important to articulate criteria for the evaluation of the normative quality of governance at the global level."

and across issues, regions and individual countries, the purpose of establishing the goals was to achieve measurable outcomes in development performance by 2015. Like most international institutions, the idea of establishing global goals for international development contains a self-reproducing logic, and UN Secretary-General

youth and other non-state constituencies to generate ideas and buy in for "the world we want".

With regard to inclusiveness, the UN has done well in terms of global engagement, not only through traditional means such as consultations with Member States and eventual endorsement from all the members of the UN General Assembly, but also from elements of global civil society, as indicated above.

Genuine representativeness, as usual, has been somewhat more difficult to achieve. While the demographics of the Secretary-General's specially appointed High-Level Panel of Eminent Persons on the Post-2015 Development Agenda are balanced fairly evenly in North-South and gender terms (if not in demographic terms), the process of drafting key documents for the group has been dominated by those in a position to articulate ideas in a language

familiar to the global community of development practitioners. Thus, the Washington, D.C.-based Brookings Institution and the United Nations Development Programme headquarters have taken the lead in drafting the high-level report, along with representatives of Oxford, New York University, and Canada's North-South Institute.

The extent to which the post-2015 goals will identify the most important development needs over the course of the next decade will determine their effectiveness, a key element for their ultimate legitimacy as goals. To its credit, the UN has attempted to undertake innovative new methods of engagement in the determination of the post-2015 development goals. It remains to be seen, however, the extent to which the UN itself has the institutional capacity to manage and sustain the effort.

IRAQ, Baghdad: Iraqis stand near United States Agency for International Development (USAID) food supplies displayed for sale in a street market. AFP/Sabah ARAR

ENVIRONMENT, SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS AND PUBLIC-PRIVATE PARTNERSHIPS

Liliana B. Andonova

Professor of International Relations/Political Science

Environmental sustainability is an integral component of development. Whether we refer to climate-resilient development, inclusive wealth, or the green economy, the meaning revolves around the nexus between the advancement of human well-being and safeguarding the health of a fragile biosphere that envelops and supports such objectives. Adopting a set of Sustainable Development Goals (SDGs) will place the nexus between poverty alleviation, human security and the Earth systems and resources at the core of the development agenda. Deciding on a set of SDGs is likely to remain a contentious political process. Compared to the paradigm-changing but broad definition of sustainable development elucidated by the 1992 Brundtland Report, the SDGs need to concretise what sustainability entails across diverse development objectives. This will be a crucial achievement; and yet, only the first step toward advancing the implementation of a more inclusive and sustainable future for all. This article considers the place of novel governance mechanisms such as global public-private partnerships in the implementation of the SDGs.

Why global partnerships for the SDGs?

The term "public-private partnerships" is a broad umbrella. It covers governance arrangements of various characteristics – more or less decentralised and voluntary, and more or less

formal. Partnerships largely lack traditional top-down steering and regulation and involve actors at global as well as local scales. Their collaborative dynamics range from initiatives between public organisations and non-state actors, for instance the climate finance instruments facilitated by the World Bank or the UNEP programmes on industrial risk, with the private sector and local governments; to large multi-stakeholder arrangements like the Global Alliance for Clean Cookstoves or the Global Fund

and intergovernmental organisations) and non-state (including foundations, business, and advocacy organisations), which establish common norms, rules, objectives, and decision-making and implementation procedures for a set of global problems.

With the adoption of the Millennium Development Goals in 2000, this mode of sustainability governance has proliferated particularly rapidly in relation to the work of multilateral organisations. The rapid rise and diversity

"To advance an inclusive and sustainable development, we need nothing short of effective governance coordination across scales and instruments."

to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria. Public-private partnerships constitute agreements between different actors, public (including national governments, agencies, subnational governments,

of partnerships have prompted debates about their role in advancing inclusive and sustainable development. Are partnerships a diversion of the development agenda toward the priorities



of transnational non-state actors? Or do they make a meaningful contribution to advancing such sustainable development objectives?

A glass half full

Comparative data on partnership effects remains limited in the multilateral sphere, undermining public understanding of their development role and accountability. However, scholarship has started to shed light on the fact that a set of global objectives such as generating finance for climate action, governance of biodiversity hotspots, coordination on renewable energy, or supporting a range of global health issues would not have advanced to the extent they have in the last fifteen years, were it not for innovative partnership arrangements. However, a number of partnerships, for instance from those adopted at the 2002 World Summit on Sustainable Development, have failed

to deliver or even to take off. Other partnerships have evolved considerably, for instance to integrate an initial vertical focus on specific diseases and technologies with more horizontal priorities for access to health.

Recent research at the Graduate Institute reveals a tremendous diversity not only in the structure of global partnerships but also in their governance and outcomes. Some failures appear inevitable as with all experimental initiatives. Close correspondence between partnerships and public objectives and norms, along with accountability and learning, emerges to be important for their sustainability and legitimacy. Global partnerships are thus best understood as a complement to international policy initiatives. As such, they hardly provide a comprehensive solution to complex problems, but rather a set of instruments that advance elements of the broader public objectives.

The future SDGs

Global public-private partnerships will be an important element of the implementation of the future SDGs. But we have learned that they could be more than this if greater coherence is achieved. New multilateral mechanisms can help to upscale the approaches of successful partnerships. Multilateral involvement and resources are necessary to facilitate broader and more equitable participation and benefit from such public-private alliances. Failures can be more openly recognised to encourage deliberation and learning. Success stories from the partnership experience should seek closer integration with normative multilateral frameworks. To advance an inclusive and sustainable development, we need nothing short of effective governance coordination across scales and instruments.

SOUTH AFRICA, Johannesburg: President Thabo Mbeki receives a globe from a performing child during the welcoming ceremony organised by the South African government, on the eve of the opening of the World Summit on Sustainable Development. AFP/ Philippe DESMAZES



THE FUTURE OF DEVELOPMENT

HUMAN RIGHTS AND DEVELOPMENT: LESS RHETORIC AND MORE PRACTICE?

Christophe Golay

Research Fellow at the Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights,
and Lecturer at the Centre for Education and Research in Humanitarian Action (CERAH)

QARAWAT BANI
ZEID: A young girl fills
bottles of water in the
West Bank.
AFP/Abbas MOMANI

The United Nations (UN) has underlined the need to adopt a human rights-based approach to development for more than 15 years. In 1997, UN Secretary-General Kofi Annan, in his report *Renewing the United Nations: A Programme for Reform*, asked for human rights to be mainstreamed in the activities of all UN specialised agencies, programmes and funds. This was followed in 2000 by the publication of the United Nations Development Programme's *Human Rights and Human Development* report and the adoption of the Millennium Declaration, in which

states committed to protect all human rights and reach the Millennium Development Goals (MDGs) by 2015. With less than one year to go to the MDG target date of 2015, the picture is all but homogeneous. While progress has been achieved on a number of goals, in particular health-related ones, others are seeing setbacks, including gender equality, food security and access to improved sanitation. In that context, the UN and other international organisations are advocating for human rights to be better included in the post-2015

Sustainable Development Goals (SDGs). Special Rapporteurs of the UN Human Rights Council have also called for the establishment of a periodic peer review system to improve accountability towards the achievement of the future SDGs modelled on the Universal Periodic Review of the Human Rights Council¹. Most of the MDGs and many of the proposed SDGs can be reframed in terms of human rights, in particular economic, social and cultural rights. These can be identified as the rights to health, education, food, housing,

"The world's 1 billion hungry people do not deserve charity: they have a human right to adequate food, and governments have corresponding duties."

water, sanitation, work and social security. However, despite elements of factual convergence, practical convergence has been slow to come and significant scepticism appears when it comes to developing constructive, operational strategies bridging the two paradigms. The human rights community has severely criticised the MDGs for neglecting human rights beyond a superficial, rhetorical level, while the development community has pointed to an overall low level of substantive engagement by human rights actors.

A positive example to follow might be the rights-based approach to fight hunger promoted by top UN officials and implemented in countries such as Brazil and India. In closing a high-level meeting on food security for all in Madrid on 27 January 2009, UN Secretary-General Ban Ki-moon explained that:

"We must continue to meet urgent hunger and humanitarian needs by providing food and nutrition assistance and safety nets, while focusing on improving food production and smallholder agriculture. This

is the twin-track approach ... We should be ready to add a third track, the right to food, as a basis for analysis, action and accountability."

In an article published in *The Guardian* on 21 September 2010, Olivier De Schutter, the UN Special Rapporteur on the Right to Food, commented that:

"The world's 1 billion hungry people do not deserve charity: they have a human right to adequate food, and governments have corresponding duties, which are enshrined in international human rights law. Governments that are serious about making progress on development objectives should be asked to adopt a legislative framework for the realisation of economic and social rights, such as the right to food or the right to health care."

Brazil and India provide models for implementing such an approach. In the last ten years, the Brazilian government has adopted national food security policies and programmes and established a National Council for Food and Nutrition Security, with a standing

¹ Golay, C., Biglino, I., Truscan, I. 2012. *SUR International Journal on Human Rights* 17: 15–37.

CONFLICT AND DEVELOPMENT IN FRAGILE STATES: WHAT ROLE FOR BUSINESS?

Achim Wennmann

Researcher, Centre on Conflict, Development and Peacebuilding (CCDP),
and Executive Coordinator of the Geneva Peacebuilding Platform

The review of the achievements of the Millennium Development Goals illustrated that progress on development objectives in so-called "fragile states" was uneven. In the framework of the post-2015 development agenda there will be a continued focus on the profit motives and greed. The other extreme is about the indispensable role of business for development, as evidenced for many in the economic growth of several emerging economies. The first extreme resulted in a "controlling agenda" with the objec-

constituencies related to the two extremes – yet these remained mostly in their own professional, ideological, and disciplinary silos. As the post-2015 development agenda will soon shift gear from diplomatic negotiations to implementation, it is important to start breaking out of the two extremes and see what middle ground can be found for the pendulum to balance out. What are the issues to consider for understanding the role of business in fragile states?

First, let us get away from the notion that business is something unconnected to a specific state or society. All types of business – from the local to the national to the international – are somehow related to society in fragile states. This connection occurs, for instance, through business operations, including supplier networks, consumers or regulatory frameworks; hence the emphasis to think about business *within* society, and not business *and* society.

Second, there has been significant practice innovation in business about how to mitigate risk and prevent conflict, yet this is to be more firmly recognised by governmental and non-governmental actors. Some companies experienced the cost of neglected relationships the hard way and in consequence looked for better strategies. These included, for instance, better analysis and company-community relations, or training or employing ex-combatants. It has also involved shaping multi-stakeholder platforms as constant dispute

"A first action point is to build confidence between the still largely divided communities of business, government, international organisations, and civil society."

question of how fragile states themselves can most effectively achieve a higher level of development. A key item will be to find better ways to harness the power of the private sector for development in fragile states.

The role of business in fragile states is frequently discussed in terms of two extremes: the first extreme is about the negative consequences of business in conflict zones including, for instance, commercial complicity with state and non-state armed actors, sanctions-busting, or pure

tive to control the behaviour of companies in conflict zones through several legal instruments and public pressure such as "naming and shaming". The second extreme resulted in an "enabling agenda" as reflected in neo-liberal perspectives, public-private partnerships, or the business and peace discussion.

Over the last 15 years, the pendulum of expert opinion moved at various times from one extreme to the other, and then back again. It also saw the creation of different expert



resolution spaces. Surely, many of these efforts are related to "making money or saving money" but exactly because of this rationale business may have a greater incentive for getting things done sustainably.

Thirdly, it is also important to get away from exclusively focusing on business behaviour in zones of armed conflict. Clearly there are some companies that have behaved and are behaving beyond all acceptable limits in conflict zones – and there needs to be the infrastructure to rein in such actors. But as only 1 out of 10 violent deaths occurs in contexts related to interstate conflicts or civil wars, we need to expand our optics to understand the role of business in contexts of non-traditional conflicts. In such settings, businesses

are usually one of many actors that are managing complexity and risk. Concretely, the role of business can include philanthropic investments or capacity building that has long been part of company-community relations.

society. A second action point for all these communities is to get better at working through multistakeholder partnerships. Such partnerships may be guided by the question "who is really credibly positioned to get things done in a specific context to advance development?". In many contexts this may mean business. This reality may still need to be better integrated into the implementation of the post-2015 development agenda.

As the post-2015 development agenda is likely to stress the partnership with business to advance development, getting beyond the controlling and enabling agenda will be a starting point to move from rhetoric to action. A first action point is to build confidence between the still largely divided communities of business, government, international organisations, and civil

ETHIOPIA, Addis Ababa: A Chinese construction worker supervises the building of a road.
AFP/Simon MAINA



THE FUTURE OF DEVELOPMENT

DEVELOPMENT FINANCE RESEARCH AT THE GRADUATE INSTITUTE

Ugo Panizza

Professor of International Economics,
Pictet Chair in Finance and Development

INDIA, Vadod:
Officials from Indian
organisation SKS
Microfinance interact
with borrowers at a
gathering in the village
of Vadod.
AFP/Sam PANTHAKY

The Institute's research on development finance revolves around the Centre for Finance and Development (CFD), directed by Professor Jean-Louis Arcand and created with support from the Pictet Foundation for Development.

Development and finance are complex and multifaceted concepts. In economics, development usually refers to a process that improves humanity's economic, political, and social well-being. Economists often look at the various statistical moments of the evolution of income per capita. They

focus on average income per capita and its growth rate, but also on the variance and skewness of income per capita (which are measures of inequality) and on different ways to measure poverty. However, the idea of development is much more complex than the evolution and distribution of income per capita. In fact, economists and other social scientists often study how economic outcomes affect gender gaps, political participation, and many different types of social interactions.

Broadly speaking, finance is a field of economics that studies how various

actors exchange assets and liabilities over time. The most basic financial contract is the debt contract, in which one agent delivers cash now against the promise of a future payment. Such intertemporal contracts are interesting for economists because they are more information intensive than spot transactions. The presence of asymmetric information and fixed costs associated with collecting and managing information is an important source of market failures. Understanding the workings of financial markets also requires an interdisciplinary approach.

Intertemporal contracts can only exist in the presence of a proper institutional set-up and a well-functioning legal system that is able to enforce them promptly and at a low cost.

Jean-Louis Arcand, Lore Vandewalle, and Martina Viarengo are working on several projects that study how microtargeted financial interventions can improve the lives of the poor. For instance, Professor Arcand has been working on a project aimed at understanding how mobile banking can reduce the cost of remittances, while Professors Arcand and Viarengo are setting up a project aimed at evaluating the economic impact of a programme of financial literacy in a developing country. Professor Viarengo is also evaluating the economic and social impact of the activities of a large for-profit microfinance institution. Professor Vandewalle has been conducting fieldwork that focuses on the financial and social impacts of self-help groups (SHGs), the main institutional form of microfinance in India. Two important findings of this research agenda are that the SHGs have positive distributional implications and that collective actions by SHG members enhance the probability that gender-related issues become part of the political agenda.

Many governments have tried (or are trying) to address market failures with direct interventions by domestic public development banks. In some cases such banks have been effective in promoting economic and social development, in other cases they turned into an economic and fiscal disaster. One of my research projects tries to evaluate the role of national development banks and understand why we observe such different outcomes.

At the more aggregate level, Jean-Louis Arcand and I (together with Enrico Berkes, a former student)

have showed that the positive growth impact of financial depth turns negative in countries with very large financial sectors. In another project, Yi Huang and I are trying to analyse the structure of local government finance in China. This project

countries suffer negative returns on their international investment position. Professor Mukherjee's research provides important insights on the link between international finance and development by focusing on the behaviour of foreign direct invest-

"Understanding the workings of financial markets also requires an interdisciplinary approach."

aims at understanding the relationship between the macro- and micro-structure of local government debt markets and the political economy of local government borrowing in the aftermath of the global financial crisis. This is an exciting endeavour that capitalises on Professor Huang's unique insight and his ability to uncover hard-to-find data.

Faculty members who work on the development aspects of international finance include Nicolas Berman, Yi Huang, Rahul Mukherjee, Cédric Tille and Charles Wyplosz. Professor Berman's work focuses on the links between finance and international trade. He has published a series of important articles that study how financial conditions and their interaction with exchange rate variations affect export behaviour and the margins of trade. Professor

Huang is conducting research on the international allocation of capital and trying to understand why certain

Interdisciplinarity is a key characteristic of the Graduate Institute and Marc Flandreau's research agenda in financial economic history is interdisciplinarity at its best. The MACROHIST project led by Professor Flandreau and hosted by the CFD aims at forming the next generation of scholars specialising in macroeconomic and financial history and capitalises on the Institute's archive of historical financial data.



THE FUTURE OF DEVELOPMENT

WHY STUDY DEVELOPMENT?

Selahattin Selsah Pasali

PhD Candidate in Development Economics



As I approach the final year of my PhD in Development Economics, I can safely say that my decision to study development at the Graduate Institute was the right one. The interdisciplinary approach offered by the Institute combined with intensive training in quantitative methods has made it possible to ask policy-relevant questions and to answer them empirically.

Upon completion of my Master's Degree in International Development, I decided to continue to study development because I was simply not done with asking questions. Everything that I had learned was in a sense endogenous to many other things and I felt that there was much more to learn. Thanks

to my undergraduate and graduate studies, I had already been exposed to many different disciplines in social sciences but was finding it a challenge to formulate questions that could be answered empirically. My experience at the Graduate Institute helped me overcome this difficulty.

The Institute offers an enabling environment in which PhD candidates are able to interact with faculty members both on research as well as coursework. My discussions with professors during my search for a supervisor yielded great support and ideas for my research. In addition, the PhD programme also offers intense training in applied and theoretical econometrics. So, at the end of the first year of coursework, I had been exposed to a range of topics in development

macroeconomics and microeconomics and had acquired the empirical skills needed to kick-start my research.

Development studies can be hugely stimulating, especially when there is a group of people seeking to answer many different research questions and the platforms exist for them to come together and share their ideas. The Institute offers several platforms for PhD candidates to present their work and receive feedback from both faculty members and peers. Thanks to a partnership with the Study Center Gerzensee, the Institute offers PhD candidates from different backgrounds a chance to come together. Finally, the Institute's location at the heart of Geneva offers possibly the best student accommodation with a million-dollar view of the lake!



Sophie Schrago

PhD Candidate in Anthropology and Sociology of Development

In choosing to study anthropology and sociology of development my aim was not only to look at issues concerned with social and economic change and the major policy challenges they present, but also to widen my understanding of how non-state actors – such as minorities and social movements – can contribute to fostering social change.

Also, I wanted to broaden my knowledge of how the different dynamics associated with globalisation – such as multiculturalism and plural legalism

– operate change through identity-based social action. Today my research focuses on the various ways Muslim women in India – a minority within the minority – envisage political change and counter state and community violence through dynamics of protest on the levels of consciousness, expression of their priorities and action. More specifically, my thesis consists of ethnographic research on Indian Muslim women and the ways they negotiate power relations and create spaces of agency and forms of self-representation through resisting the hegemonic discourses that constitute the structural context of their sphere

of political action. By doing so, I aim to investigate the way these women practice, through their mobilisation, an alternative conception of citizenship based on the "collective".

The Anthropology and Sociology of Development programme at the Graduate Institute has provided me with a strong grounding in theory and methodology as well as in their application in the field of development. The programme is extremely varied and I appreciate the flexibility the Institute has given me to broaden my horizons and develop my skills as a researcher by enabling me to acquire strong field-work experience.



Matel Sow

Master's Candidate in Development Studies

For me, the concept of development at the very basic level is about change – change and progress towards a better life. There is not a "one-size-fits-all" approach towards achieving progress nor is there one universal formula for transforming human societies, for the beauty of humanity lies in our differences as shaped by various aspects of our lives. Indeed, we humans all yearn for the same basic things, albeit nuances on the basis of cultures, countries and generations. Studying development, for me, is about acquiring the necessary tools to grapple with the challenges

inherent in the extremely complex yet rewarding endeavours of transforming our world for the better.

I see development as a two-way street, a sort of give and take that translates global ideas into local situations while at the same bringing local ideas into the global framework and policies. The Graduate Institute's location in international Geneva provides a great entry point into the field of development, especially at the policy level. In the last few months, I have interacted with global leaders, former heads of states, business, academic and political figures, diplomats and activists all through the Institute's activities, conferences and lectures. I have worked at the 26th session of the Human Rights Council along with

other classmates, and we have been exposed to the world of international organisations, UN agencies and NGOs at an unprecedented scale. I have further been immersed in an educational environment that encourages new lines of inquiry, with perspectives from all around the world.

In all, I chose to study development at the Graduate Institute because its programmes and setting provide a perfect merge of academic, policy and hands-on activities and knowledge that create a well-rounded experience, that will prove crucial in the continuation of a career path in the field of development. I am glad to be pursuing a Master's degree in such an exciting environment.

LA « REVUE INTERNATIONALE DE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT »

Gilles Carbonnier
Directeur de la *Revue*
et Marie Thorndahl
Coordinatrice

TURQUIE, Istanbul:
Bibliothèque du
Musée d'art moderne.
AFP/Mustafa OZER

Fort d'une longue tradition de publication sur les politiques de développement, l'Institut lance en 2010 *International Development Policy | Revue internationale de politique de développement* avec le soutien de la DDC. Au même moment, le monde de l'édition académique entre de plain-pied dans l'ère numérique : adoption des outils du web 2.0, publications en format électronique, prise de position en faveur du libre accès (*open access*) par de grandes universités et nombre de bailleurs de fonds de recherche... La *Revue* lance une version numérique en plus de celle « papier » afin d'élargir sa diffusion à de nouveaux publics : académiques, décideurs et praticiens du Nord comme du Sud.

Pourtant, mettre des contenus sur Internet ne suffit pas à trouver son lectorat : dans une étude parue en 2014, la Banque mondiale annonce avoir découvert qu'un tiers de ses rapports n'ont jamais été téléchargés et que les 40 % suivants l'ont été moins de cent fois. Pour éviter ce piège, la *Revue* a diversifié ses contenus et multiplié ses supports de diffusion. Des partenariats avec des éditeurs scientifiques anglophones (Palgrave Macmillan et Brill – Nijhoff) permettent de poursuivre la diffusion d'ouvrages imprimés répertoriés dans des catalogues réputés. Le papier n'est cependant plus qu'un complément au HTML en libre accès, auquel les lecteurs du Sud et hors institutions universitaires accèdent au moyen d'outils internet grand public (essentiellement par le moteur de recherche Google). Des



formats électroniques détachables (PDF et EPUB) sont quant à eux vendus aux bibliothèques et aux particuliers à travers des plateformes commerciales et par notre partenaire pour l'édition électronique, OpenEdition.

La diversification des contenus s'articule autour d'une plateforme multilingue avec, outre des articles académiques expertisés de manière anonyme, une nouvelle rubrique intitulée *Policy Debates* impliquant chercheurs, décideurs politiques et praticiens. Les lecteurs sont ensuite conviés à participer aux débats sur les médias sociaux ainsi que lors de conférences et rencontres.

Cette stratégie a permis à la *Revue* de doubler son audience chaque année depuis 2010 et, surtout, de l'internationaliser. Comptant une moyenne journalière de 600 lectures d'articles en HTML et 130 articles

téléchargés, elle atteint un lectorat européen (45%), mais aussi nord-américain (20%), africain (20%), asiatique (7%) et sud-américain (7%). La *Revue*, avec son processus de *double blind peer review* et un travail éditorial conséquent, ne s'affranchit pas des lourdeurs de l'édition académique classique. Il n'en demeure pas moins qu'elle a su tirer parti d'un environnement en pleine mutation en proposant des contenus certifiés en libre accès.

Voir la présentation des deux nouveaux numéros p. 42.

→ devpol.org
→ debate.devpol.org

Les archives en ligne (1981-2008)
→ aspd.revues.org (français)
→ sjep.revues.org (allemand)



THE FUTURE OF DEVELOPMENT

L'« EXECUTIVE MASTER EN POLITIQUES ET PRATIQUES DU DÉVELOPPEMENT »

PÉROU, Cachillallas : visite d'une communauté très dynamique qui effectue des ouvrages d'assainissement et d'amélioration de l'habitat à 3000 mètres d'altitude. Le DESCO (partenaire du DPP en Amérique latine) intervient occasionnellement sur demande de l'association de la communauté. © DESCO

Programme phare de la formation continue, le DPP (anciennement DFD/IMAS) est soutenu depuis sa création en 2003 par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le canton de Genève. Dominique Favre, chef suppléant du domaine de direction « Coopération globale » à la DDC à Berne, et Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du Service de la solidarité internationale du Département présidentiel (canton de Genève), nous expliquent la raison de ce soutien.

Dominique Favre
« Le succès des interventions que soutient la DDC dans de nombreux pays en développement dépend dans une large mesure du savoir-faire de celles et ceux qui les mettent en œuvre. C'est pour cela qu'elle investit dans le renforcement des capacités de ses employés, ses interlocuteurs et ses partenaires. En collaboration avec l'Institut, la DDC soutient en particulier le DPP. D'une excellence désormais

reconnue au niveau international, cette formation aborde de manière innovante et participative les nouveaux enjeux de la coopération internationale, tels que les risques globaux, la nouvelle géographie de la pauvreté et ses différentes dimensions. En s'adressant à des représentants d'ONG, d'organisations internationales et de gouvernements de pays en développement, elle contribue de manière pertinente au renforcement des capacités locales et à la durabilité des projets que nous soutenons. »

Maria Jesus Alonso Lormand
« Dans l'application de sa politique de solidarité internationale, le canton de Genève établit une collaboration étroite entre la société civile et les collectivités publiques. C'est dans ce cadre que s'inscrit notre soutien au DPP. Cette formation, destinée principalement à des professionnels des pays les moins avancés, fait partie d'une stratégie de soutien qui répond à un besoin essentiel, moins couvert par d'autres offres

de formation, et qui réunit enseignement théorique et travail pratique. La démarche consistant à combiner la décentralisation de la formation sur le terrain et le partenariat avec des institutions locales favorise la valorisation des savoirs locaux. Le passage à Genève des étudiants de trois continents met en valeur l'importance de la Genève internationale comme pôle académique de compétences. La provenance des participants, le respect de la question du genre, non seulement dans le choix des candidatures mais aussi dans un enseignement transversal, ainsi que l'impact de la formation sur la carrière professionnelle des anciens élèves – promotions importantes et accessions à de hauts postes à responsabilité dans leurs pays d'origine – font du DPP un enjeu-clé de l'aide au développement pour lequel le canton de Genève reste prêt à s'engager. »

→ graduateinstitute.ch/dpp



THE FUTURE OF DEVELOPMENT

L'ENSEIGNEMENT EN LIGNE « GENRE ET DÉVELOPPEMENT »

Christine Verschuur

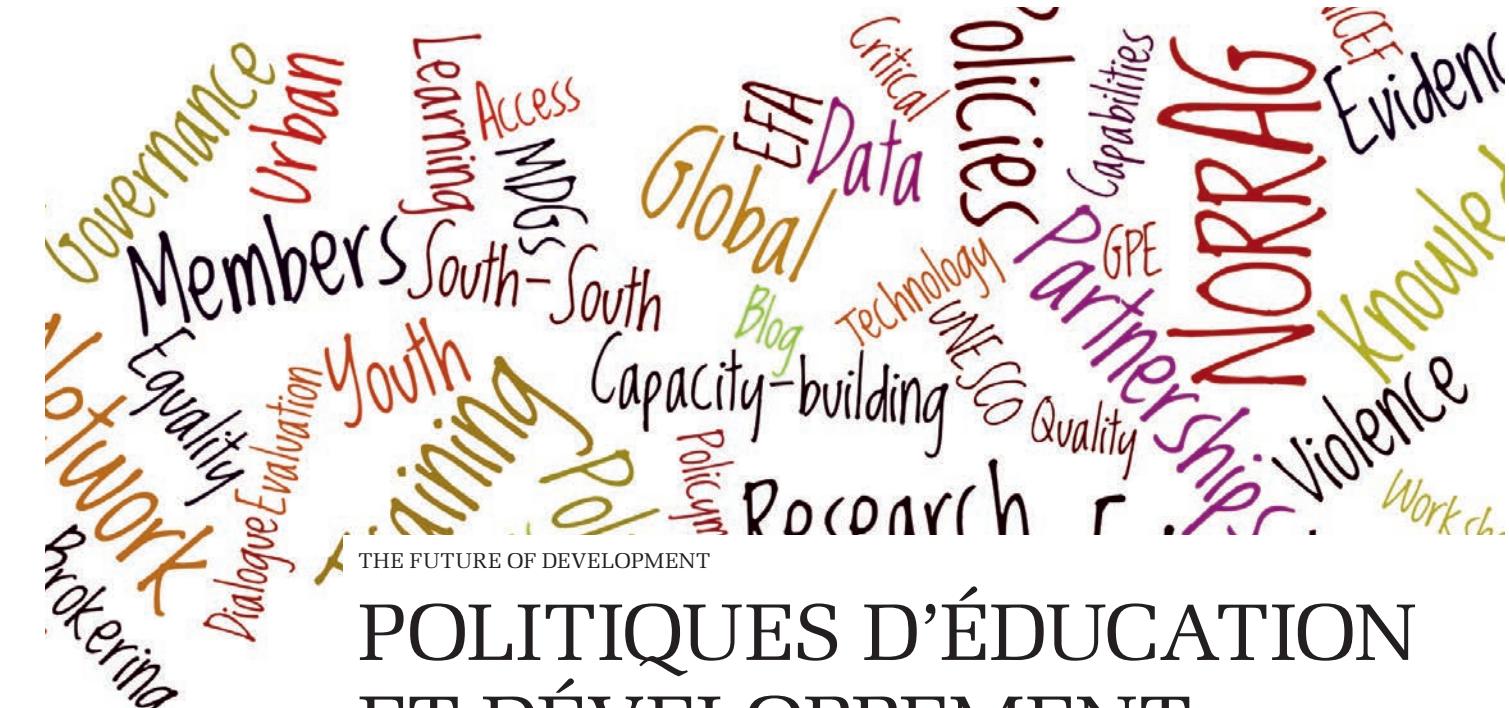
Directrice du Pôle genre et développement,
Programme Genre, globalisation et changements (PGGC)

En 2005, le Pôle genre et développement a mené, avec le soutien du RUIG (devenu SNIS), de l'UNESCO et de la DDC, une étude sur les formations dans ce domaine. En plus de mettre en lumière les difficultés à traduire les perspectives féministes dans les pratiques de développement et la méconnaissance du concept de genre, l'étude a montré le foisonnement des formations et des personnes se déclarant « expertes en genre ». La plupart de ces dernières n'avaient aucune formation théorique ni d'expériences de recherche ou de pratiques de travail liées aux épistémologies féministes. Les formations étaient quant à elles pour la majorité brèves, de piètre qualité et éloignées des théories féministes. Loin de stimuler les capacités réflexives, analytiques et méthodologiques, elles créaient des dichotomies entre les théories et les pratiques, tendant à imposer des visions du monde éloignées des perspectives locales et à véhiculer une vision homogénéisante et victimisante des femmes.

Pour répondre à ces insuffisances, le Pôle genre et développement a mis sur pied en 2007 un programme d'enseignement postgrade en ligne (*e-learning*) destiné aux personnes intéressées par la problématique du développement dans les pays d'Afrique francophone. L'enseignement suit le modèle d'un séminaire académique classique, utilisant les outils des TIC : des groupes d'une vingtaine de personnes sont encadrés à distance par des enseignantes-chercheuses africaines, associées depuis le début au projet, qui travaillent en réseau et sont soutenues par les enseignantes et coordinatrices du programme *e-learning*. Les sessions, de douze semaines (150 heures), comprennent également un atelier dans un des quatre centres en Afrique de l'Ouest ou à Genève.

Près de 450 personnes ont déjà suivi ce programme, et l'afflux de candidatures est soutenu. Il devrait être transformé en CAS (*Certificate of Advanced Studies*) à la fin de cette année.

→ graduateinstitute.ch/genre



Michel Carton

Directeur du NORRAG

Le renforcement des capacités et la promotion de la recherche pour informer les politiques sont depuis longtemps au cœur des priorités du développement international, mais font l'objet de fortes résistances. En effet, les décideurs du Nord comme du Sud, se considérant volontiers comme détenteurs de savoirs innés et/ou objectifs, estiment n'avoir besoin ni de recherche, ni de renforcement de capacités, ni de formation continue pour formuler des politiques.

L'éducation et la formation elles-mêmes ne sont pas épargnées par ce phénomène, ce qui est paradoxal au vu de l'importance cruciale de l'éducation pour le développement¹. C'est pour répondre à ce défi que le NORRAG (Réseau sur les politiques et la coopération internationales en éducation et en formation) s'est fixé deux objectifs : d'une part, stimuler et disséminer en temps opportun une analyse critique et novatrice ; d'autre part, servir de « courtier des savoirs » à l'interface

de la recherche, des politiques et de la pratique.

En accueillant le NORRAG et en lui offrant un appui thématique (s'agissant par exemple de « conflit et développement » ou de gouvernance), l'Institut lui permet de mieux remplir son premier objectif. Cet appui se traduit par l'enrichissement des savoirs produits et partagés par une partie des 4000 membres du réseau, issus des cercles académiques et politiques du monde entier.

Le fait d'être situé à Genève, qui héberge de nombreux OI, ONG et think tanks dont les politiques et les activités touchent à l'éducation ou à la formation (Fondation Aga Khan, BIT, CICR, OMS, OMC...), facilite la mise en œuvre du second objectif.

Ainsi, le NORRAG a récemment organisé des réunions rassemblant plusieurs de ces organisations autour de thèmes transversaux comme l'éducation et l'agenda post-2015, la gouvernance globale de l'éducation ou

encore les interactions entre conflits, violence et éducation. Ces lieux neutres et ouverts favorisent le décloisonnement et permettent d'aborder des questions atypiques. De plus, la présence de partenaires du NORRAG venant des « Suds » est l'occasion d'y faire entendre des voix diverses et souvent critiques.

Devant l'intérêt suscité par ces réunions, le NORRAG projette de créer à Genève, avec l'appui de l'Institut, de la Direction du développement et de la coopération (DDC) et d'autres partenaires genevois, un forum sur les politiques internationales d'éducation, articulé avec l'organisation de sessions de formation continue destinées aux décideurs, publics et privés, du Nord et du Sud.

→ norrag.org

¹ Voir p. 42 la présentation du volume 5 de la *Revue internationale de politique de développement*, dont le NORRAG a été l'éditeur invité.

In Memoriam

GILBERT ETIENNE

Professeur honoraire de l’Institut, Gilbert Etienne s’est éteint le 17 mai dernier. Spécialiste de l’Inde et de la Chine, il a formé plusieurs générations d’étudiants aux problèmes de développement économique et social des pays du «tiers-monde». Tenant d’une approche pluridisciplinaire, il a suscité de très nombreuses vocations.

Gilbert Etienne a été un auteur prolifique, publiant une quarantaine d’ouvrages dont la plupart sont basés sur ses propres



recherches de terrain en Asie, où il aura résidé en tout plus de dix ans. Il ne ratait jamais l’occasion d’un congé sabbatique pour aller se replonger dans la réalité du développement de l’Inde, du Pakistan, du Bangladesh ou de la Chine. Il a également beaucoup contribué à vulgariser l’étude des problèmes de développement dans les médias. Homme de réflexion mais aussi d’action, il n’a enfin jamais rechigné à retrousser ses manches pour s’engager dans des activités de développement concrètes, effectuant des missions entre autres pour l’administration suisse, à la Direction du développement et de la coopération (DDC) ou au Secrétariat à l’économie (SECO).

Jusqu’à son dernier souffle, Gilbert Etienne a lutté pour ses idées, en tempêtant contre les ignorants qui oublient les fondamentaux du développement agricole et rural, mais sans jamais perdre l’espoir de convaincre, de vaincre et de voir l’humanité, surtout sa composante la plus vulnérable, connaître des jours meilleurs.

Jean-Luc Maurer
Directeur de l’IUED (1992-2004),
professeur honoraire



SERGE CHAPPATTE

Serge Chappatte, représentant de la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) au sein du Conseil de fondation de l’IUED de 2001 jusqu’à la création de l’IHEID en 2008, s’est éteint le 2 juillet dernier. Il était entré à la DDC au début des années 1970, où il a travaillé dans le domaine de la coopération bilatérale en Asie puis en Amérique latine avant de devenir responsable de la coopération multilatérale puis vice-directeur de la DDC.

Se définissant comme un ami critique, mais plein d’humour, du développement tel que la DDC le mettait en œuvre et que l’IUED l’envisageait et l’analysait, il aimait à dire que l’Institut était «la mouche du coche», ou encore «un empêcheur de tourner en rond» allant à l’encontre des idées reçues. Pour lui, l’Institut devait contribuer au travail de la DDC par des analyses indépendantes et objectives, qui permettraient de se rapprocher de ce qu’il posait comme objectif de la coopération au développement: *rendre le monde un peu moins imparfait*. De son passé de syndicaliste, Serge Chappatte tirait la conviction qu’il faut «se mouiller» pour améliorer ce monde, mais que cette démarche doit être, pour reprendre le jargon actuel de la coopération, «*evidence-based*» sur les plans local et global.

C’est pourquoi il a, dès le début des années 2000, encouragé l’IUED à approfondir son analyse des agendas globaux façonnant de plus en plus les politiques nationales – tout en gardant à l’esprit l’importance des réalités du «terrain» non seulement pour la mise en œuvre, mais aussi pour la reformulation de ces politiques. N’est-ce pas ainsi que l’IHEID aborde aujourd’hui, aux niveaux «macro» et «micro», les dimensions sociopolitiques, anthropologiques et économiques du développement?

Michel Carton
Directeur de l’IUED (2005-2007),
directeur du NORRAG

L’ENSEIGNEMENT

The ARS Programme: Adding Value for Students and Organisations

Since the inception of the Applied Research Seminar (ARS) in 2010, students from the Graduate Institute’s interdisciplinary Master programmes in international affairs and development studies have successfully completed over a hundred research projects for international and non-governmental organisations, public institutions and the private sector.

ARS projects have been conducted with prestigious partners including the ICRC, Thomson Reuters, ILO, Nestlé, UNCTAD, Richemont, IOM, WHO, Sidley Austin, WTO, Cargill, WWF, Procter & Gamble, OXFAM and UEFA on a wide variety of topics ranging from conflict, trade, migration and environment, to corporate social responsibility, legal and humanitarian issues.

Based on a win-win approach, the ARS contributes to strengthening the Institute’s ties and research cooperation with International Geneva, while partners benefit from the Institute’s academic expertise and inputs from a resourceful, qualified and diverse student body.

Applying the methodological skills acquired in the classroom, groups of 2–4 students, under the guidance of Graduate Institute faculty, produce and present a written research report on an issue previously identified as topical by partners.

In the process of conducting their ARS, students benefit from the opportunity to learn from and network with experts and practitioners in applied settings and develop their skills in conducting interviews, collecting and analysing data, managing projects and group dynamics, as well as formulating policy recommendations.

Successful ARS projects regularly lead to publications, participation of student groups in international conferences or field projects, internships and employment opportunities.

DAVID GERTISER
Master in International Affairs

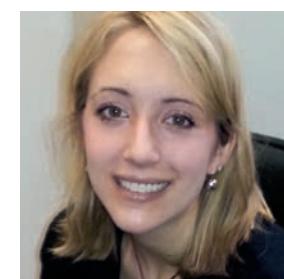


ARS TOPIC “Policy and practice in relation to post-World War II unexploded ordnance survey and clearance in the UK and Germany”

ORGANISATION Geneva International Centre for Humanitarian Demining (GICHD)

“My experience was challenging and enriching. I continued the ARS research as part of my thesis, working part-time with the GICHD during the last semester of my Master programme. I have since been offered a full-time position by GICHD beginning this summer. The project, called ‘Management of Residual Explosive Remnants of War’ (MORE), is now much larger than the original ARS topic and involves seventeen countries. The responsibility and travel opportunities are very rewarding.”

NATALIE MRAK
Master in Development Studies



ARS TOPIC “Health as a way to measure sustainable development policies’ progress, achievement and impact”

ORGANISATION Geneva Health Forum

“My ARS experience exceeded my expectations. Although I selected a topic in my field of interest – global health – the research project focused on sustainable development, which was new to me. We were able to contribute to a better understanding of the linkages and synergies between the two fields. Sharing my findings at the 2014 Geneva Health Forum was the pinnacle of my academic career. It was a truly rewarding experience to discover that many esteemed academics found our report to be insightful and ‘on point.’”



L'ENSEIGNEMENT

Teaching at the Graduate Institute

Reflections on a Vocation

David Sylvan

Professor of International Relations/Political Science

I came to the Institute over 20 years ago, after having spent most of my academic career up to then in the United States. Even in those days – before we had become nearly as large, as specialised, and as professionalised as now – the graduate students stood out from their US counterparts both because of their greater geographical diversity and because of their assumption that international organisations were a potentially vital component of international relations. Those differences made for particular challenges in teaching: I could neither assume that students had the same background knowledge in history (or for that matter, in maths and science, or in art and literature) as graduate students in the US, nor that they would be willing just to ignore phenomena such as multilateralism and international law. I thus found myself, in the first few years, continually making a series of adjustments in my ways of thinking and interacting with students. Some of those adjustments were liberating (for example, I could in good conscience skip over the Cuban Missile Crisis); others more vexsome (for example, if

I wanted to teach about "naming and shaming", I couldn't assume they'd all read *The Scarlet Letter*).

Nonetheless, many of the challenges confronting any teacher were the same here as in the United States. Three in particular stand out even after years of trying to perfect my craft. First, and perhaps most obviously, how to persuade students to write well, and seriously. In most scholarly fields, the way we think is by writing. We may come up with ideas in every conceivable setting and at any time of the day or night, but the ideas are only real if we can put them into words (or, if we put them into equations, how we present those equations in writing). Part of what good writing involves is technical, the kind of things one is supposed to have learned in secondary school. But part of good writing is conceptual: one has to have an overall point to make in a document, one has to proceed logically, one has to mix explanation and evidence, and so forth. This is a skill that requires practice, lots of it; but it also requires extensive feedback from the teacher. I thus found myself, ironically, giving the same kind of multiple, short

paper assignments I had as an undergraduate at a liberal arts college in the US and as an exchange student, in tutorials, in the UK.

The second task involves persuading students to put forward arguments about material they've read and to react to those arguments made by other students. Political science, as a particularly corrosive and cynical discipline, is useful in this regard as it furnishes a nearly inexhaustible supply of straw men ripe for the burning; but the critiques should come not only during class but during office hours, during colloquia, and above all, when talking with other students. Some years ago, I stumbled into the idea of forming students into teams and assigning them jointly written papers. Up to now, none of those teams has imploded or led to permanent walkouts, and the natural exasperation students feel for their less-than-logical peers is a good inducement for them to learn how to refine and clarify their own thinking.

Finally, and perhaps of greatest difficulty, is the challenge of convincing students to read widely and to think of themselves as participants in a general intellectual community. This is a problem specific to graduate school; because of rampant specialisation and of (understandable) concerns over career prospects, it has got much worse over the last few decades. Students need to realise that



there are intellectually, politically, and morally important debates going on throughout the disciplines, and that a part of being a graduate student is the privilege of keeping up with some of those debates. To some degree, teachers can try to foster this sense of involvement by deliberately broadening their course syllabi, but much of the effort comes in one-on-one discussions with students, either when giving feedback on writing or when talking with advisees.

I certainly have not succeeded in these challenges, except episodically, with many starts and stops. But the effort is itself worthwhile; I have learned enormously in the process; and the Institute's small size, interdisciplinary focus, and open structure make it easy, and rewarding, to keep trying.

New Faculty Members

NICOLE BOURBONNAIS

Assistant Professor
of International History



Dr Nicole Bourbonnais joins the Graduate Institute as an Assistant Professor of International History with a focus on gender in the Global South. Dr Bourbonnais holds a BA from the University of British Columbia and an MA and PhD in History from the University of Pittsburgh. Her doctoral work examined the rise of birth control campaigns in Jamaica, Trinidad, Barbados, and Bermuda in the 1930–70s and was awarded the University of Pittsburgh's 2013 Eduardo Lozano Memorial Dissertation Prize and 2013 Women's Studies Dissertation Prize. Her next project will expand outward to analyse the shared dynamics shaping family planning campaigns, population policies, and reproductive politics across the Global South more broadly. In particular, it will trace how activists, doctors, nurses, and local communities from Asia to Africa to Latin America worked to shape projects funded by international donors, counter opposition, and push the "population control" movement towards a "reproductive rights" agenda over the course of the twentieth century.

In addition to her training in history, Dr Bourbonnais holds a Graduate Certificate in Women's Studies and has volunteered/interned with international development, reproductive health, and human rights organisations in Canada, Guyana, and Kenya. She is a Canadian citizen and speaks English, Spanish, and intermediate French.

NICO KRISCH

Professor
of International Law



Dr Nico Krisch is an international lawyer with a particular interest in the legal structure of global governance, the politics of international law, and the postnational legal order emerging at the intersection of domestic, transnational and international law. He will join the Institute in the spring of 2015 from the Barcelona Institute of International Studies where he is a Research Professor at the Catalan Institution for Advanced Studies. Previously, he was a Professor of International Law at the Hertie School of Governance in Berlin, a Senior Lecturer in the Law Department of the London School of Economics, and a Research Fellow at Oxford's Merton College, at New York University School of Law and at the Max Planck Institute for International Law in Heidelberg. He has also been a Visiting Professor at Harvard Law School. Originally from Germany, he holds a PhD in law from the University of Heidelberg. His 2010 book, *Beyond Constitutionalism: The Pluralist Structure of Postnational Law* (OUP), was awarded the Certificate of Merit of the American Society of International Law. His most recent work focuses on the changing foundations of international law in a context in which its traditional pillars, especially the consent of states, are increasingly weakened.

MOHAMMAD-MAHMOUD OULD MOHAMEDOU

Professeur associé



Titulaire d'un doctorat en science politique de l'Université de la Ville de New York, le professeur Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou rejoint le corps enseignant de l'Institut en qualité de professeur associé. Il a été *scholar in residence* au Centre d'études du Moyen-Orient de l'Université Harvard à Cambridge, au Massachussets, puis chercheur associé au Ralph Bunche Institute on the United Nations à New York. Il a ensuite occupé le poste de directeur de recherche au Conseil international sur les politiques des droits humains à Genève, avant de retourner à Harvard en tant que directeur associé du Programme on Humanitarian Policy and Conflict Research. Il a par la suite été ministre des Affaires étrangères de Mauritanie puis est rentré à Genève pour prendre la tête du Regional Development Programme du Centre de politique de sécurité, Genève (GCSP), dont il est devenu le directeur adjoint et le doyen académique. Ses domaines de recherche portent sur la violence politique et le terrorisme transnational, la transformation de la guerre, la libéralisation politique et les transitions vers la démocratie, ainsi que les développements socio-politiques et les conflits au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Auteur prolifique, le professeur Mohamedou est régulièrement cité dans la presse internationale pour son expertise. Il parle couramment l'anglais, le français, l'espagnol et l'arabe.



LA RECHERCHE

L'expertise éthique, un outil de gouvernance technocratique ?

Annabelle Littoz-Monnet

Professeur adjoint de relations internationales/science politique

FRANCE,
Strasbourg : des députés européens du groupe des Verts portent des masques blancs pour protester contre le clonage.
AFP/Philippe HUGUEN

Le professeur Annabelle Littoz-Monnet vient d'obtenir un financement du Fonds national suisse (FNS) afin d'entreprendre une recherche sur le thème « Ethics Experts as a Tool of Technocratic Governance ? Explaining the Uses of Ethical Expertise in Global Governance ».

Certaines questions de politique publique, comme la recherche embryonnaire ou la modification génétique des organismes, perçues auparavant sous un angle purement technique et scientifique, sont aujourd'hui appréhendées sous un angle éthique et moral. Les acteurs concernés ne débattent plus seulement des « risques » encourus par nos sociétés face à ces progrès technologiques, mais de leur bien-fondé même. Dans ce contexte, des comités d'éthique ou de bioéthique ont été créés, au niveau étatique et au sein de certaines organisations internationales. Ces groupes d'experts offrent aux décideurs politiques un nouveau type d'expertise, qui ne repose plus sur une présomption de rationalité scientifique, mais a pour objectif de guider la décision politique sur une voie éthique.

Pourquoi et comment ces comités de bioéthique sont-ils mobilisés par les décideurs politiques ou les organisations bureaucratiques, telles que la Commission européenne ? Le projet pose cette question et avance, comme hypothèse centrale, que l'expertise éthique est sollicitée afin de

(re)technocratiser le processus politique lorsque les débats deviennent trop politisés et qu'aucun consensus social n'est envisageable. Si cette hypothèse était vérifiée, elle irait à l'encontre des postulats actuels concernant le rôle des comités d'éthique, présentés comme des mécanismes de démocratisation du processus politique.

Le projet explore ces questions au niveau européen en examinant la manière dont la Commission européenne a fait appel au Groupe européen d'éthique dans trois secteurs différents : la recherche sur les cellules souches embryonnaires, les nanotechnologies et la protection des données sur Internet. Les résultats seront ensuite comparés au cas des Etats-Unis, où l'usage des comités éthiques sous les gouvernements Bush et Obama a fait l'objet de nombreuses critiques d'instrumentalisation politique dans les médias.

La nouvelle importance des experts en éthique dans le processus de décision politique est une question cruciale. Si ces experts sont en effet un outil de technocratisation entre les mains des politiques ou des bureaucraties, cela ne va pas sans poser des interrogations plus larges. En déléguant aux experts la formulation de positions sur des questions éthiques, certaines questions sont plus facilement dépolitisées, et l'absence de recours à la voie de décision démocratique justifiée.



LA RECHERCHE

Competing Narratives of Modernity and Muslim Middle Classes in India

Shalini Randeria

Professor of Anthropology and Sociology of Development
and Stefanie Strulik, PhD

INDIA, New Delhi:
Indian Muslim girls buy bangles outside the Jama Masjid mosque.
AFP/Manan VATSYAYANA

The 250–300 million strong “new middle class” is often represented in public discourse and political pronouncements as the epitome of a modern globalised India. However, Muslim communities continue to be portrayed as poor, educationally and culturally “backward” and, therefore, as posing a “social problem”. The project questions this tacit equation of the Indian middle class with its Hindu religious affiliation. It draws attention to the emergence of new Muslim middle classes by way of an ethnographic case study of Muslim middle classes in Lucknow, North India. Not only do we examine the social structural features and life-worlds of the city’s diverse Muslim communities, but we also seek to understand the impact of economic liberalisation on their lives by examining transformations in educational and employment opportunities, family and gender dynamics, as well as consumption patterns and lifestyles. Labour migration to the Middle East contributes to a continuous flow of remittances to Lucknow. Moreover, it has also shaped the images and aspirations of young middle-class Muslims as they navigate their way through a changing landscape of multipolar cultural globalisation since the 1990s. We aim to understand the specificities of an emerging Indian Muslim modernity keeping in mind differences of gender

and generation. A variety of narratives of modernity are deployed by Indian Muslims as they position themselves between belonging to the nation increasingly defined in terms of a Hindu majoritarian nationalism and being part of an “Indian” modernity which would still allow heterogeneous Muslim identifications along with new secular projects. We investigate the entanglements of competing imaginaries of Western modernity, which constitutes an important part of Indian Muslim modernities without being the only frame of reference or identification. The project thus addresses important lacunae in existing research on Muslim communities in India and in the field of urban anthropology in South Asia. We undertake a triple shift in focus: from the poor to a study of middle classes, from the Hindu to the Muslim middle classes and from those living in metropolitan megacities to those in smaller so-called second-tier towns.

ALUMNI

Portraits

MARCELO ZABALAGA ESTRADA

Diploma in Development Studies, 1977
Economist and President of the Central Bank of Bolivia

After studying at Geneva University, between 1971 and 1975, and obtaining my degree in Economics, mainly in Quantitative Methods, I realised that I needed a more theoretical and academic grounding before returning to work in my country. This thinking motivated me to stay in Switzerland for two more years and I enrolled in a diploma course at the Graduate Institute.

My time at the Institute was very empowering and exciting. Every day, I discovered new subjects that invited reflection and refreshing ideas from skilled professors. It is fair to say that this training allowed me to start perceiving, in a new way, what Latin America was and to gain a better understanding of the reality of my country. I clearly remember Professor Jacques Forster, who shared with us not only his knowledge but his warm approach to life and human beings. I also remember students with whom I worked on issues related to the development processes of Venezuela, Brazil and China.

After finishing my studies, I returned to Bolivia and worked, until the end of the 1990s, in four types of institutions: Bolivian non-governmental organisations dedicated to supporting rural development – in this, my training at the Institute was very useful; the cement industry and other private enterprises; rural microfinance development, where I was able to create, together with other professionals, the Bolivian Rural Microfinance Association (FINRURAL); and pension fund administration institutions in Bolivia, Panama and Spain. For the last 14 years I have also been a university professor.

Between 1999 and 2006, I was in Spain, Honduras, Nicaragua and El Salvador, working in the fields of development and microfinance, but with a focus on provision of social housing as a means to improve living conditions. During this time, I also did consultancy work in South America, with a focus on pension funds, microfinance and international migration and their consequences for the development (and underdevelopment) of Latin American countries.

From 2007 until 2009, I was appointed Superintendent of Banking and Finances Entities by the government of President Evo Morales in Bolivia; since 2010, I have been President of the Central Bank of Bolivia.

My studies at the Graduate Institute not only influenced my work in Bolivia, but also helped me to better understand, interpret and get to know the Latin American reality and that of my country within the context of its multifaceted angles. One of the legacies of that time has been a continued enjoyment of the art of inquiry and research not only in my own field but also in several other subjects and disciplines.

→ graduateinstitute.ch/alumni



Portraits

STEPHANIE KLEINE-AHLBRANDT

DES in Political Science, 1996

Expert on the Panel of Experts on DPRK Sanctions at United Nations Security Council



In 1992, while working at the Council of Europe, I was asked to administer a programme that provided academic scholarships to Eastern and Central European diplomats for postgraduate work in European universities. The Graduate Institute was on that list. My father had obtained his doctorate at the Graduate Institute in 1960 and always remained passionate about his Swiss education. I soon discovered that some colleagues at the Council of Europe had graduated from the Institute too. I applied, was accepted, and moved from Strasbourg to Geneva in 1993.

Six months later, the Rwandan genocide was unleashed. April to mid-July 1994 saw the slaughter of some 800,000 men, women and children, mostly ethnic Tutsis and moderate Hutus. Because of the Institute's proximity to United Nations organisations, I learned that the UN Human Rights Office was planning a field operation in Rwanda to investigate the genocide. I applied and was soon on my way there. I returned to Geneva and the Institute a year later. I had just three months to write my thesis, which used the case of a postgenocide Rwandan massacre of internally displaced persons (IDPs), among the world's most vulnerable population, to analyse the "gap" in their international protection. The thesis, published by the Graduate Institute, won the *Prix Ardit* and hopefully made a modest contribution to drawing attention to the plight of IDPs.

I then worked for the Organization for Security and Co-operation in Europe mission in Bosnia and Herzegovina, before returning to Geneva to work for the UN Office of the High Commissioner for Human Rights on issues surrounding Africa. Subsequently, I was asked by then High Commissioner Mary Robinson to work on China, and Asia-Pacific has been the focus of my career ever since. In 2006, I joined the Council on Foreign Relations in New York, and in 2008, I moved with my then seven year-old son to Beijing where I set up and ran the International Crisis Group's Northeast Asia office. While there, I visited North Korea five times, three times with my son. In 2013, I moved to Washington DC to head the US Institute of Peace's Asia-Pacific Programme. In September 2013, I joined the UN Security Council Panel of Experts on DPRK (North Korea) sanctions, thus bringing my career back full circle to those early years at the Graduate Institute, the foundation of my international career, and when I left on my first UN assignment.

I would like to end with a tribute to Emmanuel Rejouis, an Institute graduate and friend who, after many years with the UN, died along with two of his daughters in the Haiti earthquake in January 2010, leaving behind his wife and another daughter. Emmanuel will always be remembered by the many people whose lives he deeply touched.

For more information, visit

→ stephanieka.com

You can also follow Stephanie on Twitter at

→ twitter.com/ska_kongshan

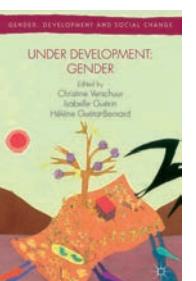
Publications



Oxford: Oxford University Press. 2014. 592 p.



Jordi Tejel Gorgas
Coll. Bibliothèque de l'iReMMO. Paris: L'Harmattan. 2014. 142 p.



Coll. Objectifs Suds. Paris: IRD Editions (version française). Gender, Development and Social Change series. Basingstoke: Palgrave Macmillan (version anglaise). 2014.

THE FOUNDATIONS OF INTERNATIONAL INVESTMENT LAW *BRINGING THEORY INTO PRACTICE*

Edited by Zachary Douglas, Joost Pauwelyn, and Jorge E. Viñuales

International investment law is one of the fastest growing areas of international law. It has led to the signing of thousands of agreements, mostly in the form of investment contracts and bilateral investment treaties. Also, in the last two decades, there has been an exponential growth in the number of disputes being resolved by investment arbitration tribunals. Yet the legal principles at the basis of international investment law and arbitration remain in a state of flux. The purpose of this book is to revisit these conceptual foundations in order to shed light on the practice of international investment law. It is an attempt to bridge the growing gap between the theory and the practice of this thriving area of international law. The first part of the book focuses on the "infrastructure" of the investment regime or, more specifically, on the structural arrangements that have been developed to manage foreign investment transactions and the potential disputes arising from them. The second part identifies the common conceptual bases of an array of seemingly unconnected practical problems in order to clarify the main stakes and offer balanced solutions. The third part addresses the main sources of "regime stress" as well as the main legal mechanisms available to manage such challenges to the operation of the regime.

LA QUESTION KURDE *PASSÉ ET PRÉSENT*

Jordi Tejel Gorgas

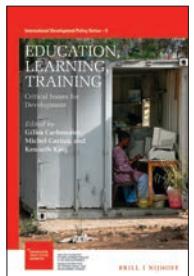
La question kurde émerge au début du XX^e siècle comme une question « minoritaire » liée à l'apparition des Etats-nations modernes au Moyen-Orient, avec des rythmes différenciés, au gré des évolutions des systèmes politiques et des rapports de force dans chacun des Etats. La perspective de longue durée proposée par cet ouvrage permet ainsi d'éviter des analyses réductrices sur l'historicité des rapports minoritaires au Moyen-Orient et au-delà. Il invite dès lors à ne pas réifier les *positions* et les *situations* des acteurs minoritaires mais, au contraire, à prendre en considération leur capacité d'*agency*, dans l'arène minoritaire comme dans l'arène non minoritaire.

En même temps, la « question kurde », de par sa nature transfrontalière, ne peut pas être comprise dans sa complexité si l'on néglige les connexions intrakurdes, mais également la gestion régionale du conflit kurde par les Etats concernés. En ce sens, cet ouvrage repose sur une grille de lecture à plusieurs niveaux d'observation, introduisant des variations dans les échelles d'analyse afin de proposer des interprétations fines et parfois paradoxales sur la question kurde, notamment grâce à la mise en valeur d'une vaste recherche archivistique et des expériences de terrain de l'auteur.

UNDER DEVELOPMENT: GENDER SOUS LE DÉVELOPPEMENT, LE GENRE

Dirigé par Christine Verschuur, Isabelle Guérin et Hélène Guétat-Bernard

La pensée féministe, contrainte à déconstruire et reconstruire sans cesse, est d'un apport heuristique incontestable. Cet ouvrage montre en quoi le concept de genre permet de revisiter les études de développement, pour faire reconnaître que sans le genre celles-ci ne sont pas possibles, pour paraphraser le titre d'un colloque qui a fait date, « Une histoire sans les femmes est-elle possible? ». Le genre s'intéresse fondamentalement au pouvoir. Il est un outil d'analyse nécessaire pour l'analyse du capitalisme globalisé et des crises, et pourtant, il reste encore caché, sous le développement. La première partie de l'ouvrage est consacrée à reconsiderer des disciplines mobilisées dans les études de développement à la lumière du concept de genre. La seconde partie porte sur des champs d'étude spécifiques en poursuivant un objectif similaire : montrer comment le genre déplace les débats, soulève de nouvelles controverses, met en exergue l'incomplétude des paradigmes dominants, mais aussi propose un renouvellement des approches et des concepts. Cet ouvrage, qui réunit des spécialistes reconnues, du Sud et du Nord, a pour ambition de donner des clés de lecture pour comprendre la complexité des rapports croisés de genre et de développement. Il est publié simultanément en anglais et en français.



International Development Policy.
Vol. 5. Boston: Brill Nijhoff, Geneva: The Graduate Institute. Novembre 2014.



International Development Policy.
Vol. 5.2. 2014.

EDUCATION, LEARNING, TRAINING *CRITICAL ISSUES FOR DEVELOPMENT*

Edited by **Gilles Carbonnier**,
Michel Carton, and **Kenneth King**

This latest thematic issue of *International Development Policy* appears amid post-2015, post-Education for All (EFA) debates and a renewed interest in the nexus between education and development. While researchers and policy-makers seek to take stock of progresses and setbacks, they point to a new "learning crisis" as millions of children are failing to learn the basics despite being now in school. Taking a broad view, this special issue draws on scholarly work and lessons learnt over the last five decades to unpack major shifts in international education and development policies.

ARTICLES AND POLICY DEBATES

This issue discusses the migration-development nexus in an article on highly qualified migrants and their contribution to development in their home country, and in another one featuring Western African students' responses to the globalisation of knowledge. It also includes analyses of Turkish humanitarian assistance, the implications of the Bali Agreement for development and the WTO, as well as the potentials and limitations of results-based aid. In addition, two new policy debates are launched, one on humanitarian action and the protection of civilians, the other on the failure of Ecuador's Yasuní-ITT Initiative.

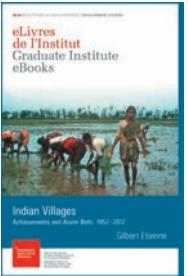
→ poldev.revues.org/1671

To what extent can the vision of education as a fundamental human right and the vision of education as a strategic tool in support of economic growth be reconciled? How does commodity dependence influence education policy and practice? What is the role of vocational training vis-à-vis tertiary education in developing countries? Are MOOCs and Chinese "South-South cooperation" game changers for higher education in Africa? And how do student migrations fit in the picture of the globalisation of knowledge? These and other questions lie at the heart of this new issue, drawing on examples from Africa, Asia and Latin America.

→ poldev.revues.org/1765



Graduate Institute eBook 4. Geneva: Graduate Institute Publications. 2014.



Foreword by Prof. Jean-Luc Maurer. Postface by Christophe Jaffrelot. Graduate Institute eBook 5. Geneva: Graduate Institute Publications. 2014.



THE NEGOTIATIONS OF A TAX AGREEMENT BETWEEN SWITZERLAND AND GERMANY
DOUBLE TROUBLE IN DOUBLE-LEVEL DIPLOMACY

INDIAN VILLAGES ACHIEVEMENTS AND ALARM BELLS, 1952–2012

Gilbert Etienne

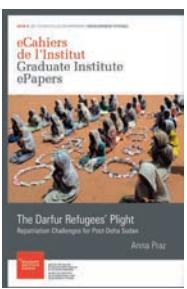
These posthumous writings act as the final contribution of renowned Emeritus Professor Gilbert Etienne to the study of India, the country he loved and to which he devoted a significant share of his career and his life. First landed in Bharat in November 1952 as a student at the Institute of Oriental Civilisations and Languages in Paris, Etienne conducted his first systematic surveys of Indian villages from 1963. Benefiting from the assistance of large landowners and ministers, he conducted thorough investigations of the local administration and the impact of the development policy pursued by the central and the states governments. The story of *Indian Villages* is a contrasted one where famine, malnourished children, poor health and a rigid caste system evolve alongside dynamic banking and trade centres, prosperous rural areas, and the rising middle class of an emerging country and industrial power. Before his death on 17 May 2014, Gilbert Etienne hoped that this work would highlight the "next steps of a possible future for villagers ... in rural areas which are bound to be more complex, more expensive and time consuming than the introduction of the Green Revolution".

Prof. Isabelle Schulte-Tenckhoff
The Graduate Institute, Geneva

"This is a well-researched, original, and insightful piece of scholarship. It explores the independent pathways and working lives, and yet intersecting experiences, of two groups of migrant workers in Ragusa, viz. female family caregivers from Eastern Europe and male farm workers from Tunisia and Northern India. It draws courageously on a range of disciplines and approaches to the study of labour migration and migrant employment, and is based on extensive field interviews with workers and employers in Ragusa."

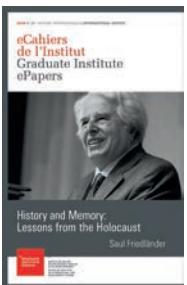
Prof. Gopalan Balachandran
The Graduate Institute, Geneva

→ books.openedition.org/iheid/1724



THE DARFUR REFUGEES' PLIGHT REPATRIATION CHALLENGES FOR POST-DOHA SUDAN
Anna Praz
Graduate Institute ePaper 25. Geneva: Graduate Institute Publications. 2014.

→ books.openedition.org/iheid/1743



**HISTORY AND MEMORY
LESSONS FROM THE HOLOCAUST**
Saul Friedländer
Graduate Institute ePaper 26. Geneva: Graduate Institute Publications. 2014.

→ books.openedition.org/iheid/2357



MIXTE
Issu de sources
responsables
FSC® C106690

Editeur: Institut de hautes études internationales et du développement
CP 136 – CH-1211 Genève 21 | Tél. : +41 22 908 57 00 | graduateinstitute.ch

Responsable d'édition: Sophie Fleury, sophie.fleury@graduateinstitute.ch

Crédits photographiques: Couverture: Shanghai, Chine/Alain VIARO; p. 6-7: Eric ROSET; p. 8: Gérald SCIBOZ;
p. 26: Dindigul, Inde/Sophie SCHRAGO; p. 30: Claudio VOUHÉ; p. 34: Edgardo AMATO; p. 35: Jean-David CURCHOD

Impression: Juillerat et Chervet

© The Graduate Institute, Geneva, October 2014 | ISSN: 1662-8497



EXECUTIVE EDUCATION

ADVANCED TRAINING FOR DEVELOPMENT PRACTITIONERS

DEGREE PROGRAMMES AND SHORT-COURSE TRAINING
IN DEVELOPMENT AND INTERNATIONAL COOPERATION, INCLUDING:

EXECUTIVE MASTER IN DEVELOPMENT POLICIES AND PRACTICES

- Combines classroom learning with applied practice at work
- Training in regional hubs with a final module in Switzerland
- Accra · Almaty · Hanoi · Geneva · Lima · Ouagadougou
- Delivered in English, French and Spanish

GESTION STRATÉGIQUE DE PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

- Trois modules de deux jours à Genève
- Mise en œuvre · Suivi financier · Techniques d'évaluation
- Cours en français

More at
graduateinstitute.ch/executive
↗

THE
**GRADUATE
INSTITUTE
GENEVA**

—
INSTITUT DE HAUTES
ÉTUDES INTERNATIONALES
ET DU DÉVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE
OF INTERNATIONAL AND
DEVELOPMENT STUDIES